



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 JUILLET 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1835

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 18 juillet 1900. 2787

Proclamation

Canada }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec }
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st JULY, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1836

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office,
Québec, 18th July, 1900. 2788

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH

Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-TROISIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1550

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 6970.

Lynch.

Lot 38, du 2e rang, à J. B. Giguère.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 13 juillet 1900.

2761

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesururs de bois de la province de Québec, se réunira à Québec, le 11 septembre 1900, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
19 juillet 1900.

2831

day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the SIXTEENTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent..and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this TWENTY-THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1560

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Lands Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :
Adj. 6970.

Lynch.

Lot 38, in the 2nd range, to J. B. Giguère.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 13th July, 1900.

2762

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Québec, shall meet at Québec, on the 11th September, 1900, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
19th July, 1900.

2832

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 4789 des S. R. P. Q., que la "Société de Fabrication de beurre de la Petite Rivière," comté de Québec, corps politique, incorporé par lettres patentes, a été dissoute conformément à une résolution des actionnaires passée à une assemblée tenue le 12 juillet 1900.

JOS. DUMONT,
Assistant-secrétaire de la province suppléant
18 juillet 1900. 2785

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du dix-septième jour de juillet 1900, incorporant Thomas Anderson Trenholme, cultivateur; James N. Greenshields, avocat; Wilfrid Thomas Trenholme, cultivateur; Henry Richard Trenholme, cultivateur, et Beaumont Shepherd, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans le but suivant, savoir: acheter et vendre le lait et en faire le commerce et de manufacturer, acheter et vendre tous les produits de laiterie et en faire le commerce, sous le nom de "The Guaranteed Pure Milk Company", avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents actions (300) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de juillet 1900.

JOS. DUMONT,
2839 Assistant-secrétaire suppléant.

No. 462.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

de demande de changement de limites de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François-Xavier, dans le comté de Shefford, les lots suivants, savoir: Nos 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1296 et 1297, dans la paroisse de Shefford; ainsi que les lots Nos 603, 604, 605 et 606 du canton de Brome, comté de Brome, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Saint-Bernardin de Waterloo", dans le comté de Shefford.

Cette annexion, si elle est accordée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901.

2691-2

1895-00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-neuvième jour d'août prochain, 1900, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,
Secrétaire. 2687-2

Québec, 9 juillet 1900.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la

Notice is hereby given, in virtue of article 4789 of the R. S. P. Q., that the "Société de Fabrication de beurre de la Petite Rivière," county of Quebec, a body politic, incorporated by letters patent, has been dissolved pursuant to a resolution of the shareholders passed at a meeting held on the 12th of July, 1900.

JOS. DUMONT,
Acting assistant provincial secretary.
18th July, 1900. 2786

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1900, incorporating Thomas Anderson Trenholme, farmer; James N. Greenshields, advocate; Wilfrid Thomas Trenholme, farmer; Henry Richard Trenholme, farmer, and Beaumont Shepherd, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following object, viz: to buy, sell and deal in milk and to manufacture, buy, sell and deal in all dairy products, under the name of "The Guaranteed Pure Milk Company", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred shares (300) of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of July, 1900.

JOS. DUMONT,
2840 Acting Assistant Secretary.

No. 462.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to change limits of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint François Xavier, in the county of Shefford; the following lots, to wit: Nos. 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1296 and 1297, in the parish of Shefford, as also the lots Nos. 603, 604, 605 and 606 of the township of Brome, county of Brome, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Saint Bernardin de Waterloo", in the county of Shefford.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1901.

2692

1895-00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction, to examine candidates for the office of schools inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty-ninth day of August next, 1900, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

PAUL DE CAZES,
Secretary. 2688

Quebec, 9th July, 1900.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of

Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 63, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il a été fait remise du coût de l'impression de 250

the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 63, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction or works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens

exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 50) de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

1831

LOUIS FRECHETTE

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujet mentionnées dans la législation de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la Gazette Officielle de Québec, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en consi-

1832

LOUIS FRECHETTE

O. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the Quebec Official Gazette, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the

dération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets

Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

1833 L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

AVIS.

La ville de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de confirmer et ratifier le règlement numéro cent soixante et deux (No 162) de ses règlements, accordant un bonus et une exemption de taxes à la compagnie appelée "The Montreal Cotton Company".

L. J. PAPINEAU,
Avocat de la dite ville de
Salaberry de Valleyfield.
Salaberry de Valleyfield, 21 juin 1900.

2521-4

Avis Divers

ASSOCIATION DES ARCHITECTES DE LA PROVINCE
DE QUÉBEC.

AVIS.

Les examens semi-annuels pour l'admission à l'étude de l'architecture et à l'enregistrement auront lieu mercredi, le 16, jeudi, le 17, et vendredi, le 18 janvier 1901, au bureau de l'Association des Architectes de la province de Québec, hôtel-de-ville, Québec, à 10 heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les aspirants pour admission à l'étude devront donner un mois d'avis à l'avance au soussigné.

Les candidats pour examen final devront s'adresser immédiatement au soussigné pour copie du programme, en vertu des règlements.

G. A. MONETTE,
Secrétaire.

112, rue Mansfield,
Montréal, 12 juillet 1900.

2757

Une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu a été formée pour la paroisse de Sainte-Martine, dans le comté de Châteauguay. Le bureau de la compagnie est en la salle du greffe de la cour de circuit du comté de Châteauguay, le bureau de J. B. Sincennes, notaire, secrétaire de la compagnie.

J. B. SINCENNES,
Secrétaire de la dite compagnie.

(Par ordre) NARCISSE MARCILLE,
2827. Président.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

1834 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Application to the Legislature

NOTICE.

The town of Salaberry de Valleyfield will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the purpose of confirming and ratifying by-law number one hundred and sixty-two (No. 162) of its by-laws, granting a bonus and an exemption from taxes to the Montreal Cotton Company.

L. J. PAPINEAU,
Attorney of the said town of
Salaberry de Valleyfield.
Salaberry de Valleyfield, 21st June, 1900.

2522

Miscellaneous Notices

THE PROVINCE OF QUEBEC ASSOCIATION OF
ARCHITECTS.

NOTICE.

The semi-annual examinations for admission to study of architecture and for registration will be held on Wednesday, the 16th, Thursday, the 17th, and Friday, the 18th of January, 1901, in the office of the Province of Quebec Association of Architects, city hall, Quebec, at 10 o'clock in the forenoon, each day.

Intending candidates for studentship are required to give one month's notice in advance to the undersigned.

Candidates to final examinations are required to communicate immediately with the undersigned for copy of programme, according to by-laws.

G. A. MONETTE,
Secretary.

112, Mansfield street,
Montreal, 12th July, 1900.

2758

A mutual fire insurance company has been formed for the parish of Sainte-Martine, in the county of Châteauguay. The office of the company is in the hall of the circuit court office of the county of Châteauguay, the office of J. B. Sincennes, notary, secretary of the company.

J. B. SINCENNES,
Secretary of the said company.

(By order) NARCISSE MARCILLE,
2828. President.

Cour Supérieure.—Montréal.

No 815.

Esther Duquette, épouse de Rémi Guertin, entrepreneur, tous deux de la cité de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOSEPH LUSSIER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 juillet 1900.

2809

Cour Supérieure.—Montréal.

No 73.

Marie Louise Normandin, épouse de François-Xavier Boudriau, commis, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOSEPH LUSSIER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 juillet 1900.

2811

Province de Québec,
District de Montréal. }
No 1865.

Cour Supérieure.

Dame Noémi Larivée, de la ville de Lachine, district de Montréal, épouse commune en biens de Célestin Giguère, navigateur, du même lieu, à ce, dûment autorisée,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Célestin Giguère, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 18 juillet 1900.

2805

Province de Québec,
District de Montréal. }
No 2891.

Cour Supérieure.

Dame Flavie Proulx dit Clément, de la ville de Lachine, district de Montréal, épouse commune en biens de Ferdinand Sauvé dit Laplante, commerçant, du même lieu, à ce, dûment autorisée,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Ferdinand Sauvé dit Laplante, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 18 juillet 1900.

2807

Province de Québec,
District de Joliette. }
No 3171.

Cour Supérieure.

Dame Marie Coulombe, épouse de William Mayer, tanneur, tous deux de la paroisse de Saint-Cuthbert, district de Joliette, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

C. A. CHENEVERT,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 10 juillet 1900.

2755

Province de Québec,
District de Montréal. }
No 1652.

Cour Supérieure.

Adèle Martineau, épouse de Godfroy Monpetit, manufacturier, de Coteau Station, dit district, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

RIVET & MOUSSEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 28 juin 1900.

2753

Province de Québec,
District de Montréal. }
No 1652.

Cour Supérieure.

Dame Emma Giroux, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Théodule Amiot, jardinier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 juin 1900.

2585-4

Superior Court.—Montreal.

No. 816.

Esther Duquette, wife of Rémi Guertin, contractor, of the city of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

JOSEPH LUSSIER,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 5th July, 1900.

2810

Superior Court.—Montreal.

No. 73.

Marie Louise Normandin, wife of François-Xavier Boudriau, clerk, both of the city of Saint Henri, district of Montreal, has instituted an action in separation as to property, against her said husband.

JOSEPH LUSSIER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th July, 1900.

2812

Province of Quebec,
District of Montreal. }
No. 1865.

Superior Court.

Dame Noémi Larivée, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Célestin Giguère, navigator, of the same place, and duly authorized.

Plaintiff ;

vs.

The said Célestin Giguère, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Advocates of the Plaintiff.

Montreal, 18th July, 1900.

2806

Province of Quebec,
District of Montreal. }
No. 2891.

Superior Court.

Dame Flavie Proulx dit Clément, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Ferdinand Sauvé dit Laplante, dealer, of the same place, and duly authorized,

Plaintiff ;

vs.

The said Ferdinand Sauvé dit Laplante, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Advocates of the plaintiff.

Montreal, 18th July, 1900.

2808

Province of Quebec,
District of Joliette. }
No. 3171.

Superior Court.

Dame Marie Coulombe, wife of William Mayer, tanner, both of the parish of Saint Cuthbert, district of Joliette, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

C. A. CHENEVERT,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 10th July, 1900.

2756

Province of Quebec,
District of Montreal. }
No. 1652.

Superior Court.

Adèle Martineau, wife of Godfroy Monpetit, manufacturer, of Coteau Station, said district, has, this day, instituted proceedings for separation as to property from her said husband.

RIVET & MOUSSEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th June, 1900.

2754

Province of Quebec,
District of Montreal. }
No. 1652.

Superior Court.

Dame Emma Giroux, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife common as to property of Théodule Amiot, gardener, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th June, 1900.

2586

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 1600.

Dame Délima Filion, épouse de Charles Lovis, coupeur, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

WILFRID LALONDE,
 Procureur de la demanderesse.

Montréal, 21 juin 1900. 2657-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant gouverneur, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies Minières de Québec, 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique sous le nom et dans les buts suivants, savoir :

Le nom collectif incorporé sera "The Ingolf Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir par achat, échange ou autrement des terres, propriétés situées dans Québec ou ailleurs, de les posséder, acheter, échanger, vendre et louer ; d'acquérir d'autres terres ou en faire le commerce autrement ou en disposer au comptant ou à rentes ou pour toute autre considération, lesquelles terres devant servir dans le but d'exploiter l'or, le fer et tous autres minéraux qui peuvent être trouvés dans et sur icelles, dans ce but et pour aucun autre objet de la compagnie ; de faire des contrats et compromis avec aucune personne ou personnes, corps incorporé et à telles termes et conditions qui peuvent être convenus pour les fins d'exploitation des dites terres minières tel que susdit.

Acheter des machines, matériaux et appareils nécessaires pour miner, moudre, fondre et traiter autrement les minéraux trouvés sur les dites terres et les convertir en produits de commerce ; employant pour cela la vapeur, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou aucun autre pouvoir moteur ; de vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, et en général de faire toutes autres choses requises ou en rapport aux opérations de la dite entreprise.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

Le montant proposé du fonds social sera de \$800,000.

Le nombre d'actions sera de 800,000 et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00).

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Donald H. Loynachan, marchand, William Carlos Ives, avocat, tous deux de la cité de Montréal, dans la province de Québec ; Rufus Henry Pope, membre du parlement, et William Ward Bailey, gérant, tous deux de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans la province de Québec ; Robert Rogers, membre de l'Assemblée législative, de la ville de Portage du Rat, dans la province d'Ontario.

Les dits Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives et Robert Rogers, tous résidants en Canada, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HENEKER & IVES,
 Solliciteurs des requérants.

Montréal, 18 juin 1900. 2627-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres-patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires,

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1600.

Dame Délima Filion, wife of Charles Lovis, cutter, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

WILFRID LALONDE,
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 21st June, 1900. 2658

Notice is hereby given that, within one month of the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies, Act 63 Victoria, chapter 33, for letters patent incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic under the name and for the purposes following, namely :

The proposed corporate name to be the "Ingolf Gold Mining Company."

The purposes for which incorporation is sought are to acquire by purchase, exchange or otherwise, lands, estates situate in Quebec or elsewhere, and the same to hold, purchase, exchange, sell, lease ; to purchase other lands or otherwise to deal with or dispose of for cash or upon rentals or for any other consideration, and which lands are proposed to be used for the purposes of mining therefrom gold, iron and all other minerals as may be found therein or thereon, and for that purpose or for any other purposes of the company ; to enter into contracts and agreements with any person or persons, body or bodies corporate and upon such terms and agreements as may be agreed upon for the purposes of mining said lands as aforesaid.

To purchase machinery, materials and plant necessary for the mining, milling, smelting and otherwise treating the minerals found in the said lands and converting them into commercial products ; using therefor steam, water power, electricity or any other motive power ; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking.

The chief place of business of the company is to be at the city of Sherbrooke, in the province of Québec.

The intended amount of the capital stock is \$800,000.

The number of shares is to be 800,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00) each.

The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Donald H. Loynachan, merchant, William Carlos Ives, advocate, both of the city of Montreal, in the province of Québec ; Rufus Henry Pope, member of Parliament, and William Ward Bailey, manager, both of the town of Cookshire, in the county of Compton, in the province of Québec ; Robert Rogers, member of the legislative Assembly, of the town of Rat Portage, in the province of Ontario.

The first or provisional directors of the company are to be : Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives and Robert Rogers, all residing in Canada.

HENEKER & IVES,
 Solicitors for applicants.

Montreal, 18th June, 1900. 2628

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council for letters patent constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name

en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Victorine (en commandite)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer, acheter et vendre des substances, savons et tous autres objets divers et articles de même nature servant à laver et à blanchir et en faire le commerce, et en général de faire le commerce d'articles et objets en rapport aux affaires d'épicerie et de droguistes.

(b) De faire toutes autres affaires de même nature en rapport à celles ci-dessus mentionnées.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$20,000.00 (vingt mille piastres), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Albert Henry Brown, gérant ; Frank Ross Shaw, exportateur de grains ; Joseph Quintal, expéditeur ; George Alexander Thomson, marchand de grain ; Max Lauterman, docteur en médecine ; Joseph Arthur Franchère, avocat ; Charles William Meakins, manufacturier ; Henry Duncan Metcalfe, exportateur de grains ; Esmonde Lawrence Clarke, malteur ; John Edward Wright, commis voyageur ; James C. Wark, épicier ; Joseph Wray, entrepreneur de pompes funèbres ; Louis Arsène Lefebvre, commis ; Joseph Olier Chalus, inspecteur des poids et mesures ; Edwin George Brown, commis ; Edward Ryder, commis vendeur ; Walter Crawford Pearce Gaden, manufacturier, tous de Montréal, et George Joseph L. Desbarats, ingénieur civil, d'Ottawa, dans la province d'Ontario.

Les dits Albert Henry Brown, Charles William Meakins, Henry Duncan Metcalfe, George Joseph L. Desbarats et Walter Crawford Pearce Gaden seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

BUSTEED & LANE,

Procureurs des requérants.

Montreal, 4 juillet 1900.

2659-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes de la province de Québec, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous les noms et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "La Compagnie minière de la province de Québec."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'exploiter, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer et vendre de l'or, argent, cuivre, galène, fer, graphite, mica et autres métaux, substances métalliques et minérales, leurs compositions et produits et en faire le commerce ; acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, matériaux, machines, droits de patentes, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour ou en rapport avec ses affaires, et de vendre et louer tous ces objets ou aucune partie d'iceux, ou en disposer autrement ; de faire les affaires de mine dans toutes ses branches, acquérir, construire, construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations et inventions, y compris moulins, aqueducs, travaux d'irrigations, travaux électriques, tramways et lignes de téléphone et de télégraphe, et de vendre, louer des pouvoirs d'eau ou électriques, instruments ou service de télé-

and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :—

1. The proposed name of the company is "Victorine (Limited)".

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business, manufacture, buying and selling of washing compounds, soap and all other merchandise and sundries of a like nature, and generally to carry on and deal in other articles and merchandise incidental to the business of grocers and druggists.

(b) To do any other business of a like nature incidental to those above enumerated.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$20,000.00 (twenty thousand dollars), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Albert Henry Brown, manager ; Frank Ross Shaw, grain exporter ; Joseph Quintal, forwarder ; George Alexander Thomson, grain merchant ; Max Lauterman, doctor of medicine ; Joseph Arthur Franchère, advocate ; Charles William Meakins, manufacturer ; Henry Duncan Metcalfe, grain exporter ; Esmonde Lawrence Clarke, malster ; John Edward Wright, commercial traveller ; James C. Wark, grocer ; Joseph Wray, undertaker ; Louis Arsène Lefebvre, clerk ; Joseph Olier Chalus, inspector of weights and measures ; Edwin George Brown, clerk ; Edward Ryder, salesman ; Walter Crawford Pearce Gaden, manufacturer, all of Montreal, and George Joseph L. Desbarats, civil engineer, of Ottawa, in the province of Ontario ; of whom the said Albert Henry Brown, Charles William Meakins, Henry Duncan Metcalfe, George Joseph L. Desbarats and Walter Crawford Pearce Gaden are to be the first or provisional directors.

BUSTEED & LANE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 4th July, 1900.

2660

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the joint stock companies, incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company will be "La Compagnie Minière de la province de Québec."

2. The objects for which incorporation is sought are to work, mine, smelt, reduce and manufacture and sell gold, silver, copper, galena, iron, graphite mica and other metals, metallic and mineral substances and products, and to trade therein ; and to acquire, buy, lease, hold, by any legal title whatever, all lands, mining rights, timber limits, movables and real estate and rights, water powers, improvements, materials, machines, patent rights, royalties and other things which may be necessary or useful for or in connection with its business, and to sell and lease all these objects or any part thereof or to dispose thereof otherwise, to carry on mining business in all its branches, to acquire, build and put in operation any useful work, improvements and inventions, including mills therein, aqueducts, works of irrigation, electric works, tramways and telephone and telegraph lines, and to sell, lease water powers or electric powers or telephone and telegraph service, including therein the production and sale of artificial light and heat, or to dispose otherwise of it ; to carry on business as traders to

phone et télégraphe, y compris la production et vente de lumière et chaleur artificielle, et en disposer autrement; de faire des affaires comme commerçants, acheter et vendre des effets, articles et marchandises, acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, hôtels et maisons de pension, les louer et vendre ou en disposer autrement à volonté.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$50,000.00, divisé en cinq mille actions de dix piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Jean D. Porcheron, commerçant; Joseph Paquette, fabricant; Elzéar Côté, entrepreneur; Louis Deneau, agent; Adolphe Trempe, explorateur, tous de la ville de Montréal, dans la province de Québec.

6° Les requérants sont tous sujets anglais, et seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

L. P. P. CARDIN,
Notaire pour les requérants.

Montréal, 12 juillet 1900. 2725-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Gas Appliance Manufacturing Company."

Les objets pour lesquelles l'incorporation est demandée sont:

a. De manufacturer et vendre des poêles à gaz, fourneaux, fournaies, poêles à chauffages et autres de même nature, et tous leurs accessoires et appareils, et toutes choses en rapport avec l'emploi du gaz comme moyens de chauffage, d'éclairage ou pouvoir, et d'acquérir par aucun titre quelconque, et de se servir de patentes, droits de patentes et devis et en général toutes affaires et choses en rapport aux dites affaires.

b. De faire en général les affaires de manufacture et de commerce.

La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera dans les cité et district de Montréal.

Le fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: John Fee, machiniste; James Seath Smith, architecte; James Robinson, marchand; Fitz James Ethelbert Browne, agent d'immeubles; William John Freeman, teneur de livres, tous de la susdite cité de Montréal, et Robert Bennett Hutcheson, notaire, et Frederick William Hibbard, avocat, tous deux de la ville de Westmount, dans le district de Montréal.

Les dits Thomas P. Shaws, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne et Frederick William Hibbard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie proposée.

HIBBARD & GLASS,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 juillet 1900. 2727-2

Canada,
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la

buy and sell effects, articles and merchandize, to acquire, build and put in operation shops, stores, hotels and boarding houses, to lease and sell and otherwise dispose of them at will.

3. The principal business place of the company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the company will be \$50,000.00, divided into five thousand shares of ten dollars each.

5. The full names, residence and profession of the petitioners are as follows: Jean D. Porcheron, trader; Joseph Paquette, manufacturer; Elzéar Côté, contractor; Louis Dineau, agent; Adolphe Trempe, explorer, all of the city of Montreal, in the province of Quebec.

6. The petitioners are all british subjects and will be the first directors of the company.

L. P. P. CARDIN,
Notary for petitioners.

Montreal, 12th July, 1900. 2726

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant-Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name of "The Gas Appliance Manufacturing Company."

The objects for which incorporation is sought are:

a. The manufacture and sale of gas stoves, ranges, furnaces, heaters and the like, and all their necessary parts and appliances, and all things whatsoever connected with the use of gas as a means of heating, lighting or power, and to acquire by any title whatsoever, and employ patents, patent rights and devices, and generally all matters and things incidental to such business.

b. To do general manufacturing and trading business.

The principal place of business of the proposed company will be in the city and district of Montreal.

The capital stock will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares of one hundred dollars each (\$100.00).

The names in full, and address and calling of each of the applicants are as follows: John Fee, machinist; James Seath Smith, architect; James Robinson, merchant; Fitz James Ethelbert Browne, real estate agent; William John Freeman, book-keeper, all of the city of Montreal aforesaid, and Robert Bennett Hutcheson, notary, and Frederick William Hibbard, advocate, both of the town of Westmount, in the district of Montreal.

The said Thomas P. Shaw, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne and Frederick William Hibbard are to be first or provisional directors of said proposed company.

HIBBARD & GLASS,
Solicitors for applicants.

Montreal, 10th July, 1900. 2728

Canada,
Province of Québec. }

Notice is hereby given that, within one month, after the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of joint stock companies' incorporation act, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate,

compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom de la compagnie sera : "The Merchants, Advertising Company".

2° Les objets pour lesquels, l'incorporation est demandée, sont : faire commerce en général et annoncer pour les marchands et hommes d'affaires en général au moyen de coupons remis aux acheteurs et remboursables par la compagnie aux conditions mentionnées sur ces coupons ;

3° Le siège social et la principale place d'affaires de la compagnie seront dans la cité et le district de Montréal ;

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$50,000.00, divisé en cinq cents parts de cent piastres chacune ;

5° Les requérants sont : Ernest David, comptable, Joseph Mathias Victor Mongeau, agent d'affaires, tous deux des cité et district de Montréal ; Paul Vilmond Savard, avocat, de la ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi ; Philias Corriveau, avocat, des cité et district de Québec, et Cuthbert Alphonse Chênevert, avocat, de Berthier, district de Joliette, qui seront tous cinq les premiers directeurs de la compagnie, tous sont sujets de Sa Majesté.

CHENEVERT, DeSALABERY & ROCHER,
Avocats des requérants.
Montréal, 4 juillet 1900. 2661-3

LA COMPAGNIE LAINIÈRE J. E. MOLLEUR & FILS, A
RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Avis est par le présent donné que Jacques Emery Molleur, manufacturier ; Charles A. Molleur, commis ; Georges O. Molleur, étudiant ; Israël Molleur, manufacturier ; Marie Elizabeth Doré, épouse de J. E. Molleur ; Pierre J. Doré, avocat de Saint-Jean, P. Q., et Joseph E. Doré, ingénieur sanitaire, de la cité de Montréal, feront application au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'obtention de lettres patentes incorporant la "Compagnie lainière de J. E. Molleur & Fils à responsabilité limitée", pour la fabrication de sous-vêtements et de tissus de laine et de coton, etc., etc.

Le capital action sera de \$50,000 divisé en 500 parts de \$100 chacune.

Le bureau principal sera dans la ville de Saint-Jean, P. Q.

P. J. DORÉ,
Procureur.
Par HECTOR PHANEUF.
Saint-Jean, 21 juin 1900. 2517-4

Avis de Faillites

In re J. H. Blais, Québec, Insolvable.
Avis public est donné que Joseph Henri Blais, de la cité de Québec, manufacturier, a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

D. ARCAND,
Gardien provisoire.
Québec, 18 juillet 1900. 2781

Province de Québec, }
District de Bedford. } Cour Supérieure.
No 124.

Elwin J. Esty *et al.*, Créanciers, Demandeurs ;
vs.

Silas Hill *et al.*, Débiteurs, Défendeurs.
Avis est par le présent donné que le septième jour de juillet courant 1900, par ordre du juge de la dite cour, le soussigné a été dûment nommé curateur des biens des dits débiteurs Silas Hill *et al.*, connus comme Hill & Bracey, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers. Les réclamations assermentées doivent être

under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Merchants' Advertising Company".

2. The objects for which incorporation is sought are : to carry on a general trade and to advertise for merchants and business men generally by means of coupons given to purchasers and redeemable by the company on the terms set forth in these coupons.

3° The company's principal place of business will be in the city and the district of Montreal.

4. The capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

The petitioners are : Ernest David, accountant, Joseph Mathias Victor Mongeau, business agent, both of the city and district of Montreal ; Paul Vilmond Savard, advocate, of the town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi ; Philias Corriveau, advocate, of the city and district of Quebec, and Cuthbert Alphonse Chênevert, advocate, of Berthier, district of Joliette, which five will be the first directors of the company, and all subjects of Her Majesty.

CHENEVERT, DeSALABERY & ROCHER,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 4th July, 1900. 2662

LA COMPAGNIE LAINIÈRE J. E. MOLLEUR & FILS, A
RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Notice is hereby given that Jacques Emery Molleur, manufacturer ; Charles A. Molleur, clerk ; Georges O. Molleur, student ; Israël Molleur, manufacturer ; Marie Elizabeth Doré, wife of J. E. Molleur ; Pierre J. Doré, advocate, of Saint John's, P. Q., and Joseph E. Doré, sanitary engineer, of the city of Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in council, to obtain letters patent incorporating "La Compagnie lainière de J. E. Molleur & Fils à responsabilité limitée", for the fabrication of under clothing and of woolen stuffs and cotton, etc., etc.

The capital stock will be \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office will be in the town of Saint John's, P. Q.

P. J. DORÉ,
Attorney.
By HECTOR PHANEUF.
Saint John's, 21st June, 1900. 2518

Bankrupt Notices

In re J. H. Blais, Québec, Insolvent.
Public notice is hereby given that Joseph Henri Blais, of the city of Québec, manufacturer, has, this day, made an abandonment of his property, for the benefit of his creditors, at the protonotaire's office of the superior court for the district of Québec.

D. ARCAND,
Provisional guardian.
Québec, 18th July, 1900. 2782

Province of Québec, }
District of Bedford. } Superior Court.
No. 124.

Elwin J. Esty *et al.*, Creditors, Plaintiffs ;
vs.

Silas Hill *et al.*, Debtors, Defendants.
Notice is hereby given that on the seventh day of July instant, 1900, the undersigned was duly appointed by order of the judge of said court, curator to the property and estate of said debtors Silas Hill *et al.*, known as Hill & Bracey, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, and that sworn claims must be filed

déposées devant moi, à Knowlton, Qué., sous trente jours.

J. E. FAY,
Curateur.
2783

Knowlton, Qué., 16 juillet 1900.

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 83.
Richard E. Gallagher, Requérent ;

et

The Western Loan and Trust Company, Limited, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal,

Défenderesse.

Un ordre de liquidation a été accordé dans cette affaire et une assemblée des créanciers, actionnaires et contribuables de la dite compagnie est par le présent convoquée pour le trente-unième jour de juillet courant, à dix heures de l'avant-midi, dans la salle réservée aux affaires de faillite, dans le palais de justice, dans la dite cité de Montréal, afin de nommer un dernier liquidateur à la dite compagnie.

L. H. COLLARD,
Député protonotaire, C. S.
2765

Montréal, 13 juillet 1900.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de P. P. Martin, Demandeur ;

vs.

Stephen Carrière et Julien Carrière, tous deux marchands, du village de Coteau Landing, district de Montréal, y faisant affaires ensemble sous les nom et raison de S. & J. Carrière, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que les dits défendeurs ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la dite cour.

ST. JULIEN & DE BOUCHERVILLE,
Procureurs du demandeur.
2803

Montréal, 13 juillet 1900.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
L. S. Margolèse, Demandeur ;

vs.

The Brandon Furniture Manufacturing Co., de Montréal, Défenderesse.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 17^e jour de juillet 1900, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillie, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos 1598 et 1608, rue Notre-Dame.

Montréal, 18 juillet 1900. 2791

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de John C. Murray, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens-meubles et sera payable à notre bureau le 13 août 1900.

Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs-conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 21 juillet 1900. 2801

with me, at Knowlton, Que., within a delay of thirty days.

J. E. FAY,
Curator.
2784

Knowlton, Que., 16th July, 1900.

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 83
Richard E. Gallagher, Petitioner ;

and

The Western Loan and Trust Company, Limited, a body politic and corporate duly incorporated, and having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal,

Respondent.

A winding-up order has been granted in this matter and a meeting of the creditors, shareholders and contributories of the said company is hereby called for the thirty-first day of July instant, at ten of the clock in the forenoon, in the court room for insolvency matters in the court house at the said city of Montréal, to appoint a final liquidator to the said company.

L. H. COLLARD,
Deputy prothonotary, S. C.
2786

Montreal, 13th July, 1900.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of P. P. Martin, Plaintiff ;

vs.

Stephen Carrière & Julien Carrière, both merchants, of the village of Coteau Landing, district of Montreal, and there carrying on business together under the name of "S. & J. Carrière," Défendants.

Notice is hereby given that the said defendants have this day, made in the prothonotary's office of said court, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

ST. JULIEN & DE BOUCHERVILLE,
Attorney for plaintiff.
2804

Montreal, 13th July, 1900.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
L. S. Margolèse, Plaintiff ;

vs.

The Brandon Furniture Manufacturing Co., of Montreal, Défendants.

Notice is hereby given that on the 17th day of July, 1900, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598 and 1608, Notre-Dame street.

Montreal, 18th July, 1900. 2792

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of John C. Murray, Montréal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of movables and will be payable at our office on the 13th of August, 1900.

Any opposition to the said dividend must be filed before this date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building.
Montreal, 21st July, 1900. 2802

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re A. E. Patno, Montréal,

Insolvent, absent.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 6 août 1900.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
 Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 21 juillet 1900. 2799

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de la succession de feu I. L. Guindon, Saint-Faustin, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à notre bureau, No 1709, rue Notre-Dame, Montréal, le ou après le 8e jour d'août 1900.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LAMARCHE & BENOIT,
 Curateurs conjoints.

Montréal, 21 juillet 1900. 2829

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Ezechiel McConkey, de Saint-Jean, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné, que j'ai, ce jour, été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées des créanciers doivent être produites à mon bureau sous un mois.

A. A. DECELLES,
 Curateur.

Saint-Jean, Québec, 13 juillet 1900. 2813

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re David & Robert, commerçants de foin et grains de Montréal, Faillis ;

et

Alex. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au sixième jour d'août 1900, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No 1598 rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curateur.

Montréal, 18 juillet 1900. 2789

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

William J. Henderson, Demandeur ;

vs.

Wallace W. Ruthven, de la cité de Montréal, banquier et courtier, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la dite cour.

LAFLEUR & McDOUGALL,
 Procureurs du demandeur.

Montréal, 12 juillet 1900. 2793

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re A. E. Patno, Montreal,

Insolvent, absentee.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after the 6th August, 1900.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,
 Curator.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street,
 Montreal, 21st July, 1900. 2800

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*

In the matter of the estate of the late I. L. Guindon, Saint-Faustin, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, No. 1709, Notre Dame street, Montreal, on and after the 8th day of August, 1900.

Any opposition to the said dividend must be made before the said date.

LAMARCHE & BENOIT,
 Joint curators.

Montreal, 21st July, 1900. 2830

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*

In the matter of Ezechiel McConkey, of Saint Johns, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that I have been, this day, appointed curator to the estate of the said insolvent.

Sworn claims of the creditors must be filed at my office within a month.

A. A. DECELLES,
 Curator.

Saint Johns, Quebec, 13th July, 1900. 2814

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re David & Robert, hay and grain dealers of Montreal, Insolvents ;

and

Alex. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the sixth day of August, 1900, after which date dividend will be payable at my office, No. 1598 Notre-Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,
 Curator.

Montreal, 18th July, 1900. 2790

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

William J. Henderson, Plaintiff ;

vs.

Wallace W. Ruthven, of the city of Montreal, banker and broker, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made in the office of the prothonotary of said court, a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

LAFLEUR & McDOUGALL,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th July, 1900. 2794

Vente d'immeuble en vertu des Actes | Sale of Real Estate under Insolvents
concernant la Faillite. | Acts.

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 91.

E. H. Champagne, marchand, de la paroisse de
Saint-Eustache, Requérant ;

vs.

Norbert Touchette, faiseur de voiture, du même
lieu, de Saint-Eustache, Failli.

Avis public est par le présent donné que, MARDI,
le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX
heures de l'avant-midi, il sera vendu à la porte de
l'église de la paroisse de Saint-Eustache, aux plus
offrant et dernier enchérisseur, les immeubles con-
nus sous les numéros quatre cent quatre-vingt-
quatorze, quatre cent quatre-vingt-dix-huit a et
quatre cent quatre-vingt-douze, des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache ;
encore il sera vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Augustin, le MEME JOUR, a
UNE HEURE de l'après-midi, un emplacement
contenant environ un quart d'arpent de front sur la
profondeur ; tenant devant au chemin, derrière aux
terres du rang Saint-Charles, d'un côté à M. Desjar-
dins, et de l'autre côté à M. Adéodas Robert,
connu comme faisant partie du numéro quatre cent
quarante-trois, des plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Saint-Augustin.

GEORGES N. FAUTEUX,

Curateur autorisé en justice.

Saint-Eustache, 7 juillet 1900.

2743-2

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 91.

E. H. Champagne, merchant, of the parish of Saint
Eustache, Petitioner ;

vs.

Norbert Touchette, wheel-right, of the same place
of Saint Eustache, Insolvent.

Public notice is hereby given that on TUESDAY,
the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN
of the clock in the forenoon, will be sold at the
church door of the parish of Saint Eustache, to the
last and highest bidder, the immovables known as
numbers four hundred and ninety four, four hun-
dred and ninety eight a and four hundred and
ninety two, of the official plan and book of reference
of the parish of Saint Eustache ; and there will also
be sold at the church door of the parish of Saint
Augustin, on the SAME DAY, at ONE of the clock
in the afternoon, a lot containing about one quarter
of an arpent in front by the depth ; bounded in
front by the road, in rear by the lands of the Saint
Charles range, on one side by Mr. Desjardins, and
on the other side by Mr. Adeodas Robert, known
as forming part of number four hundred and forty-
three, of the official plan and book of reference of
the parish of Saint Augustin.

GEORGES N. FAUTEUX,

Curator duly authorized.

Saint Eustache, 7th July, 1900.

2744

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } FRANK ROSS, de la
No 1621. } cité de Québec, De-
mandeur ; contre ROBERT GRANT WARD, du
canton d'Irlande, Défendeur.

Le quart indivis des lots numéros quatre cent
trente-un, quatre cent trente-huit et quatre cent
cinquante, du cadastre officiel pour le village de
Kingsville, dans le cinquième rang de Thetford,
comté de Mégantic.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Alphonse de Thetford, le VINGT-DEUX-
IÈME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de
l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,

Arthabaskaville, 17 juillet 1900.

[Première publication, 21 juillet 1900.]

Shérif.

2797

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Arthabaska, to wit : } FRANK ROSS, of the
No. 1621. } city of Québec, Plain-
tiff ; against ROBERT GRANT WARD, of township
Ireland, Defendant.

The one undivided fourth part of lots numbers
four hundred and thirty-one, four hundred and
thirty-eight and four hundred and fifty, of the official
cadastre for the village of Kingsville, in fifth
range of Thetford, county of Mégantic.

To be sold at parochial church door of Saint
Alphonse of Thetford, on the TWENTY-SECOND
day of AUGUST next, at NINE o'clock in the
forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,

Arthabaskaville, 17th July, 1900.

[First published, 21st July, 1900.]

Sheriff.

2798

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOSEPH EDOUARD MO-
No 3057. } RENCY, Demandeur ; vs.
GREGOIRE FLEURY, Défendeur, savoir :

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JOSEPH EDOUARD MO-
No. 3057. } RENCY, Plaintiff ; vs
GREGOIRE FLEURY, Defendant, to wit :

1° Un emplacement situé en le village de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, de cinquante pieds de front sur quatre-vingt pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connu et désigné aux plan et livre officiels de renvoi du cadastre pour Sainte-Marie de la Beauce, sous le numéro six cent dix-huit (618).

2° Un autre terrain dit "Ecore", situé au même lieu, de cinquante pieds de front sur la profondeur du chemin royal à la rivière Chaudière, de la contenance de quatorze cent quarante pieds en superficie, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour Sainte-Marie susdite, sous le numéro six cent treize (613).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 16 juillet, 1900.
2763

[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } FORTUNAT VEILLEUX,
No 189. } Demandeur; vs. JOSEPH
ROBITAILLE, Défendeur, savoir:

Le numéro sept cent cinq (705), du cadastre pour la paroisse de Saint-George de Beauce, rang Sainte-Marguerite, de trois arpents de largeur sur quatorze de profondeur, plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 25 juin 1900.
2535-2

[Première publication, 30 juin 1900.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plusbas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } LOUIS J. PAPI-
District de Beauharnois. } NEAU, avocat, De-
No 432. } mandeur; contre LEA
DAIGNEAULT, Défenderesse.

1° Un terrain étant la partie nord-est du numéro sept cent quatre-vingt-sept (787), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, de la contenance de trente-deux (32) pieds de largeur sur quatre-vingt-seize (96) pieds de profondeur; borné au nord-ouest par une rue, au nord-est par le numéro sept cent quatre-vingt-six (786), au sud-est par le reste du dit numéro sept cent quatre-vingt-sept (787), et au sud-ouest par le numéro sept cent quatre-vingt-huit (788).

2° Un autre terrain étant aussi la partie nord-ouest du numéro sept cent quatre-vingt-huit (788), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, de la contenance de trente-deux pieds de largeur (32) sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur (96); borné au nord-ouest par une rue, au nord-est par le numéro sept cent quatre-vingt-sept (787), au sud-est par le reste du dit

1. A lot situé en le village of the parish of Sainte Marie de la Beauce, of fifty feet in front by eighty feet in depth, more or less—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre for Sainte Marie de la Beauce, as number six hundred and eighteen (618).

2. Another lot called "Ecore", situate at the same place, of fifty feet in front, by the depth from the Queen's road to the river Chaudière, containing fourteen hundred and forty feet in area, more or less—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre for said Sainte Marie, as number six hundred and thirteen (613).

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de la Beauce, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 16th July, 1900.
2764

[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } FORTUNAT VEILLEUX,
No. 189. } Plaintiff, vs. JOSEPH ROBI-
TAILLE, Defendant, to wit:

Number seven hundred and five (705), of the cadastre for the parish of Saint Georges de Beauce, Saint Margaret range, of three arpents in width by fourteen in depth, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 25th June, 1900.
2536

[First published, 30th June, 1900.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Québec, } LOUIS J. PAPINEAU,
District of Beauharnois. } advocates, Plaintiff;
No. 432. } against LEA DAI-
GNEAULT, Defendant.

1. A land being the north west part of number seven hundred and eighty-seven (787), of the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, in the county of Beauharnois, containing thirty-two (32) feet in width by ninety-six (96) feet in depth; bounded on the north west by a street, on the north east by number seven hundred and eighty-six (786), on the south east by the residue of the said number seven hundred and eighty-seven (787), and on the south west by number seven hundred and eighty-eight (788).

2. Another land being also the north west part of number seven hundred and eighty-eight (788), of the official plan and book of reference of the said town of Salaberry de Valleyfield, containing thirty-two (32) feet in width by ninety-six (96) feet in depth; bounded on the north west by a street, on the north east by number seven hundred and eighty-seven (787), on the south

numéro sept cent quatre-vingt-huit (788), et au sud-ouest par le numéro sept cent quatre-vingt-dix (790)—avec les bâtisses construites sur les dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 10 juillet 1900. 2759
[Première publication, 21 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **JAMES CONOLLY**, culti-
District de Bedford, } vateur, du canton de
No 6549. } Bolton, partie ouest, dans
le district de Bedford. Demandeur; contre les
meubles et immeubles de **FRANK H. STAN-**
BRIDGE, du canton de Bolton, partie ouest, dans
le district de Bedford, Défendeur.

Une moitié indivise de :

1° Lot numéro 16, dans le 2e rang du canton de Bolton, district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro de cadastre deux cent neuf (209), et contenant 217½ acres en superficie—plus ou moins.

2° Partie du lot numéro 17, dans le 2e rang du canton de Bolton, (subdivision primitive), dans le district de Bedford, maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro deux cent douze (212), et contenant 47 7/10 acres en superficie—plus ou moins.

3° Partie du lot No 17, dans le 2e rang du canton de Bolton, dans le district de Bedford, (subdivision primitive), maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro deux cent treize (213), et contenant 48 acres en superficie—plus ou moins.

4° Partie du lot numéro 16, dans le 3e rang du canton de Bolton, dans le district de Bedford, (subdivision primitive), maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro trois cent dix-sept (317), et contenant 17 acres en superficie—plus ou moins.

Ensemble avec une moitié indivise de toutes les bâtisses et améliorations sur les dits numéros des cadastres.

La dite moitié indivise des dits morceaux de terre et la moitié indivise de toutes les bâtisses et améliorations pour être vendues en un seul lot au bureau d'enregistrement du comté de Brome, dans le village de Knowlton, dans le district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 16 juillet 1900. 2767
[Première publication, 21 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

2

east by the residue of the said number seven hundred and eighty-eight (788), and on the south west by number seven hundred and ninety (790)—with the buildings erected on the said lots.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 10th July, 1900. 2760
[First published, 21st July, 1900.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **JAMES CONOLLY**, of the
District of Bedford, } township of Bolton, west
No. 6549. } part, in the district of Bed-
ford, farmer, Plaintiff; against the goods and lands
of **FRANK H. STANBRIDGE**, of the township of
Bolton, west part, in the district of Bedford, De-
fendant.

An undivided one-half of :

1. Lot number 16, in the 2nd range of the township of Bolton, district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as cadastral number two hundred and nine (209), and containing 217½ acres in superficies—more or less.

2. Part of lot number 17, in 2nd range of the township of Bolton, (primitive subdivision), in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number two hundred and twelve (212), and containing 47 7/10 acres in superficies—more or less.

3. Part of lot number 17, in 2nd range of the township of Bolton, in the district of Bedford, (primitive subdivision), and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number two hundred and thirteen (213), and containing 48 acres in superficies—more or less.

4. Part of lot 16, in 3rd range of the township of Bolton, in the district of Bedford, (primitive subdivision), and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number three hundred and seventeen (317), and containing 17 acres in superficies—more or less.

Together with an undivided one-half of all the buildings and improvements on said cadastral numbers.

The said undivided half of the said pieces of land and the undivided half of all the buildings and improvements thereon to be sold *en bloc* at the registry office for the county of Brome, at the village of Knowlton, in the district of Bedford, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 16th July, 1900. 2768
[First published, 21st July, 1900.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—Joliette.

Joliette, à savoir : } IN RE DAME PHILOMENE
No 3147. } J GOULET, Failli; and E.
G. PICHE, Curateur.

1° Un emplacement situé en la ville de Joliette, comté de Joliette, connu sous le No. 416, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant 56 pieds de large sur 193 pieds de profondeur, le tout plus ou moins; borné au nord-ouest par la rue Delanaudière, au sud-est par le No 446, au nord-est par le No 415, et au sud-ouest par le No 417, bâti d'une maison en pierre, une autre maison en bois et autres dépendances; la vente du dit immeuble devant être faite à la charge de la rente et pension viagère et des autres charges et obligations affectant le dit immeuble en faveur de Dame Eléonore Geoffroy, de la ville de Joliette, veuve de feu Benjamin Goulet, en son vivant du même lieu, en vertu d'un certain acte de donation consenti par la dite Dame Eléonore Geoffroy à Dame Philomène Goulet, la faillie en cette cause, épouse séparée de biens de Joseph H. Guilbault, de la ville de Joliette, devant maître D. Desormiers, notaire, à Joliette, le 24 mars 1894, enregistré le dit acte de donation au bureau d'enregistrement du comté de Joliette, à Joliette, le 10 avril 1894, dans le registre B, vol. 27, No 23552, étant et consistant la dite rente et pension alimentaire et les dites charges et obligations dans les charges et obligations suivantes, savoir: de loger, nourrir, vêtir, blanchir et raccommoier la dite donatrice Dame Eléonore Geoffroy, sa vie durant, de la servir et lui porter tous les soins et secours dont elle aura besoin, de lui procurer en temps de maladie le prêtre et le médecin, et de payer ce dernier et de payer à la dite Dame E. Geoffroy, annuellement, une somme de cinq piastres pour ses besoins imprévus, arrivant le décès de la dite donatrice, de faire inhumer son corps dans le cimetière de Saint-Charles Borromée de Joliette, et de lui faire célébrer des services et messes pour le repos de son âme, et de lui faire dire dix basses messes dans les six mois de son décès.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, dit district de Joliette, le DEUXIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 28 juin 1900.Shérif.
2581-2

[Première publication, 30 juin 1900.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE MONTREAL LOAN
No 3087. } & MORTGAGE COM-
PANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de MARY KENNA, des cité et district de Montréal, épouse de Henry Kelly, du même lieu, en sa qualité de curatrice dument nommée au dit Henry Kelly, son mari, interdit comme ivrogne habituel, Défenderesse.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse, esqualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, connu comme lot numéro trois mille vingt-quatre (3024), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal,

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—Joliette.

Joliette, to wit : } IN RE DAME PHILOMENE
No. 3147. } J GOULET, Insolvent; and E.
G. PICHE, Curator.

1. A lot situate in the town of Joliette, county of Joliette, known as No. 416, of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette, containing 56 feet in width by 193 feet in depth, the whole more or less; bounded on the north west by Delanaudière street, on the south east by No. 446, on the north east by No. 415, and on the south west by No. 417, with a stone house, another house built of wood and other dependencies thereon erected; the sale of the said lot to be made subject to charge of the rent and life rent and of the other charges and obligations affecting the said lot in favor of Dame Eleonore Geoffroy, of the town of Joliette, widow of the late Benjamin Goulet, in his lifetime of the same place, in virtue of a certain deed of gift executed by the said Dame Eleonore Geoffroy to Dame Philomène Goulet, the insolvent in this cause, wife separated as to property of Joseph H. Guibeault, of the town of Joliette, before Mre D. Desormiers, notary, at Joliette, on the 24th of March, 1894, said deed of gift being registered in the registry office of the county of Joliette, at Joliette, on the 10th of April, 1894, in register B, vol. 27, No. 23552, said rent and alimentary rent and the said charges, obligations being the following charges and obligations, to wit: to lodge, feed and clothe the said donatrix Dame Eleonore Geoffroy, and to have her washing and mending done, during her lifetime, and to attend upon her and give her all the care she may need, to fetch her a priest and a doctor in case of sickness, and to pay the latter, and to pay the said Dame E. Geoffroy, yearly a sum of five dollars for her unforeseen wants, and at the death of the said donatrix to have her body buried in the cemetery of Saint Charles Borromée de Joliette, and to have services performed and masses celebrated for the repose of her soul and to have ten low masses said for her within six months after her death.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, said district of Joliette, on the SECOND day of the month of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 26th June, 1900.Sheriff.
2582

[First published, 30th June, 1900.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE MONTREAL LOAN &
No. 3087. } MORTGAGE COMPANY,
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of MARY KENNA, of the city and district of Montreal, wife of Henry Kelly, of the same place, in her capacity of curatrice duly appointed to the said Henry Kelly, her husband, interdicted as an habitual drunkard, Defendant.

Seized as belonging and in the hands of the said defendant, es-quality, the following immovable to wit :

A certain lot of ground situate in the Saint Gabriel ward, of the city of Montreal, and known as lot number three thousand and twenty-four (3024), on the official plan and book of reference of the

le dit lot étant borné comme suit : en front par la rue Richardson, d'un côté par le lot numéro trois mille vingt-trois (3023), sur le dit plan, et de l'autre côté par le lot numéro trois mille vingt-cinq (3025), sur le dit plan—avec les bâtisses sus-érigées et tous les droits appartenant au dit lot.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 17 juillet 1900. 2773
[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**
No 3080. } **COMPANY OF CA-**
NADA, corporation dûment constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **LOUIS MATHIAS TETRAULT**, du même lieu, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante (No 150), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent ; borné en front par la rue Saint-Charles Borromée—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif. Député Shérif.
Montréal, 17 juillet 1900. 2777
[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PETER LYALL**, des cité
No 2706. } et district de Montréal,
entrepreneur, Demandeur ; contre les terres et tenements de **HENRY S. PHILIPS**, du même lieu, gentilhomme, et **DAME ELIZA OSBERT**, aussi du même lieu, veuve de feu Aubin Duperroussel, en son vivant du même lieu, restaurateurs et hôteliers et associés, faisant affaires comme tels dans la dite cité de Montréal, sous les nom et raison de **Vienna Café**, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Henry S. Philips, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé à Westmount, ci-devant Côte Saint-Antoine et formant partie du lot numéro trois cent trente-six des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; borné comme suit : au sud-ouest par la partie du dit lot No 336, appartenant à Norman W. Trenholme, au nord-ouest par la rue Campbell, au sud-est par le lot officiel numéro trois cent soixante et treize, et au nord-est par les numéros de subdivision sept, douze "A" et treize du lot officiel numéro trois cent soixante et quatorze—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées, et contenant cent seize mille deux cent soixante et dix pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins. La ligne de division entre la propriété maintenant décrite et celle du dit Norman W. Trenholme est comme suit : commençant à un poteau planté par J. Rielle A. P. sur la ligne du côté nord de la dite propriété sur la ligne de la rue Campbell, cent quatre-vingt-dix pieds six pouces de l'Avenue Mountain et une semblable distance de la ligne nord-est du dit lot No 336, et courant de là, dans une direction sud-est jusqu'à un poteau planté par le dit J. Rielle à une distance de quarante pieds depuis le coin le plus au nord du mur extérieur de la maison de Norman W. Trenholme et à une distance de cent soixante et douze pieds de l'Avenue Mountain et deux cent neuf pieds de la dite ligne de côté

parish of Montreal, the said lot bounded as follows : in front by Richardson street, on one side by lot number three thousand and twenty-three (3023), on said plan, and on the other side by lot number three thousand and twenty-five (3025), on said plan—with the buildings thereon erected, and all right belonging to said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 17th July, 1900. 2774
[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 3080. } **COMPANY OF CA-**
NADA, a corporation duly constituted by public act of parliament, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **LOUIS MATHIAS TETRAULT**, of the same place, Defendant.

That certain lot of land situate in the city of Montreal, in the district of Montreal, known and designated under the number one hundred and fifty (No. 150), on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward ; bounded in front by Saint Charles Borromée street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 17th July, 1900. 2778
[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PETER LYALL**, of the city
No. 2706. } and district of Montreal,
contractor, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HENRY S. PHILIPS**, of the same place, gentleman, and **DAME ELIZA OSBERT**, also of the same place, widow of the late Aubin Duperroussel, in his lifetime of the same place, restaurant keeper, hotel-keeper and partners, carrying on business as such in the said city of Montreal, under the name and style of "Vienna Café," Defendants.

Seized as belonging to the said defendant Henry S. Philips, the following immovable, to wit :

A lot of land at Westmount, formerly Côte Saint-Antoine and forming part of lot number three hundred and thirty-six on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; bounded as follows : to the south west by the portion of the said lot No. 336, belonging to Norman W. Trenholme, to the north west by Campbell street, to the south east by official lot number three hundred and seventy-three, and to the north east by subdivision numbers seven, twelve "A" and thirteen of official lot number three hundred and seventy-four—with the house and other buildings thereon erected, and containing one hundred and sixteen thousand two hundred and seventy feet in superficies, english measure, and more or less. The line of division between the property presently described and that of the said Norman W. Trenholme is as follows : starting at a post planted by J. Rielle, P. L. S., on the northerly side line of said property on the line of Campbell street one hundred and ninety-feet six inches from Mountain avenue and a like distance from the north easterly line of said lot No. 336, and running thence in a southeasterly direction to a post planted by said J. Rielle at a distance of forty feet from the most northerly corner of the external wall of the house of Norman W. Trenholme and at a distance of one hundred and seventy two feet from Moun-

nord-est ; de là, quarante pieds jusqu'au coin le plus au nord de la dite maison ; de là, le long de la ligne le plus au nord-est du mur de la dite maison une distance de cinquante-cinq pieds, sept pouces ; de là, depuis le coin nord sud-est de la dite maison une distance de quarante-cinq pieds jusqu'à un poteau planté par le dit Rielle et à une distance de cent soixante et trois pieds trois pouces de l'Avenue Mountain et deux cent dix-sept pieds trois pouces de la dite ligne de côté nord-est ; de là, dans la dite direction sud-est une distance de deux cent huit pieds de l'Avenue Mountain et cent soixante et dix-neuf pieds de la dite ligne de côté nord-est ; à déduire une petite partie de la dite propriété formant maintenant partie de l'Avenue Rosemount, cédée à cette fin par acte devant John Fair, notaire, le vingt-deuxième jour de février, dix-huit cent quatre-vingt-treize—avec le droit de passage en commun avec le dit Norman W. Thenholme dans l'Avenue conduisant de l'Avenue Rosemond à la propriété hypothéquée par le présent et celle du dit Norman W. Trenholme.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 17 juillet 1900. 2779
[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ARCHIBALD McNIDER,
No 3180. } A banquier, SAMUEL A.
McMURTY, teneur de livres, ALBERT EDWARD
O'GILVIE ET WILLIAM WATSON O'GILVIE,
ces deux meuniers, tous de la cité et du district de
Montréal, ès-qualité d'exécuteurs testamentaires à
la succession de feu William Watson Ogilvie, en
son vivant meunier, du même lieu, Demandeurs ;
contre les terres et tenements de HORMISDAS
CORBEIL, de la Côte Saint-Michel, district de
Montréal, Défendeur.

Un emplacement étant la partie nord-ouest du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, dans la municipalité de Saint-Léonard de Port Maurice, à la Côte Saint-Michel, dit district, sous le numéro quatre cent soixante-six (466), contenant trente-deux pieds de front par cent pieds de profondeur ; borné comme suit : en front au nord-est par le chemin public, au sud-ouest par le lot numéro quatre cent soixante et douze (472) officiel, appartenant à un nommé Charles Gagnon ou représentants, d'un côté au sud-est par le résidu du dit lot officiel numéro quatre cent soixante-six (466), appartenant à Ovide Colletterte ou représentants, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot officiel numéro quatre cent soixante-cinq (465), appartenant à un nommé Fabien Pigeon ou représentants — avec bâtisses dessus construites, ainsi que le tout se poursuit, comporte et étend de toutes parts, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 17 juillet 1900. 2769
[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ANTHONY HAIG SIMS,
No 2710. } A des cité et district de
Montréal, manufacturier, Demandeur ; contre les
terres et tenements mentionnés et décrits dans la
cédule marquée A, annexée au bref, la propriété de
John Morris, des cité et district de Montréal, Défendeur,
maintenant en la possession d'Andrew R. Macmaster,
étudiant en droit, de la ville de West-

tain avenue and two hundred and nine feet from the said north easterly side line ; thence forty feet to the said most northerly corner of said house ; thence along the most north easterly line of the wall of said house a distance of fifty-five feet seven inches ; thence from the north south easterly corner of said house a distance of forty-five feet to a post planted by said Rielle and at a distance of one hundred and sixty-three feet three inches from Mountain avenue and two hundred and seventeen feet three inches from the said north easterly side line ; thence in the said south easterly direction a distance of two hundred and eight feet from Mountain avenue and one hundred and seventy-nine feet from the said north easterly side line ; deduction to be made of a small portion of said property now forming part of Rosemount avenue, ceded for that purpose by deed before John Fair, notary, the twenty-second February, eighteen hundred and ninety-three—with the right of passage in common with said Norman W. Trenholme in the avenue leading from Rosemount avenue to the property hereby hypothecated and that of the said Norman W. Trenholme.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 17th July, 1900. 2780
[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } ARCHIBALD McNIDER,
No. 3180. } A banker, SAMUEL A.
McMURTY, book-keeper, ALBERT EDWARD
OGILVIE AND WILLIAM WATSON OGILVIE,
both millers, all of the city and district of Montreal,
in their quality of testamentary executors to the
estate of the late William Watson Ogilvie, in is
lifetime miller, of the same place, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of HORMISDAS
CORBEIL, of la Côte Saint-Michel, district of
Montreal, Defendant.

A lot being the north west part of the lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, in the municipality of Saint Leonard de Port Maurice, in the Côte Saint Michel, said district, as number four hundred and sixty-six (466), containing thirty-two feet in front by one hundred feet in depth ; bounded as follows : in front to the north east by the public road, to the south west by lot number four hundred and seventy-two (472) official, belonging to one Charles Gagnon or representatives, on one side to the south east by the residue of the said official lot number four hundred and sixty-six (466), belonging to Ovide Colletterte or representatives, and on the other side to the north west by the official lot number four hundred and sixty-five (465), belonging to one Fabien Pigeon or representatives—with buildings thereon erected, such as the whole lies and extends in all directions, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 17th July, 1900. 2770
[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
District of Montreal.

Montreal, to wit : } ANTHONY HAIG SIMS,
No. 2710. } A of the city and district of
Montreal, manufacturer, Plaintiff ; against the
lands and tenements mentioned and described in
the schedule marked A, to the writ annexed, the
property of JOHN MORRIS, of the city and district
of Montreal, Defendant, now in the hands of
Andrew R. Macmaster, student at law, of the town

mount, dans le district de Montréal, dûment nommé au délaissement fait en cette cause par le dit défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur et actuellement en la possession du dit curateur, les immeubles suivants, savoir :

Deux emplacements situés dans le quartier Saint-Denis, étant les numéros de subdivision quarante-un et quarante-huit, du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-huit, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendus en mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 17 juillet 1900. 2775

[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LAWRENCE A. WILSON,**
No. 2502. } **marchand, des cité et dis-**
trict de Montréal, et y faisant affaires comm-
sous les nom et raison de Lawrence A. Wilson &
Co., Demandeur ; contre les terres et tènements de
JAMES P. BOYLE, hôtelier, du même lieu, l'é-
defendeur.

Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Young, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro mille trois cent vingt-six (1326).

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député Shérif.
Montréal, 17 juillet 1900. 2771

[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE STAR IRON COM-**
No. 2465. } **PANY (LIMITED), corps**
politique et dûment incorporé par lettres patentes
sous le Grand Sceau du Canada, ayant ses princi-
aux bureaux et place d'affaires dans la cité et le dis-
trict de Montréal. Demanderesse ; contre les terres
et tènements de **JAMES BAXTER, de la cité et**
du district de Montréal, l'un des défendeurs, con-
jointement et solidairement avec le défendeur **H.**
ROY, de la dite cité de Montréal, déjà condamné
par jugement de cette cour, rendu le dix-neuf
février dernier (1900).

Saisis comme appartenant et en la possession du dit défendeur, James Baxter, les immeubles suivants, savoir :

A. 1° Cinq lots de terre situés dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, comme étant les subdivisions numéros dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux et vingt-trois, de la subdivision officielle du lot numéro dix-neuf—avec les bâtisses sus érigées ; à distraire cependant la lisière prise sur le front des susdits lots et expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent, et en outre à distraire du lot de subdivision No 19 une lisière de deux pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur ; bornés en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par une ruelle portant le numéro vingt-quatre de la subdivision du dit lot officiel numéro dix-neuf, d'un côté par le numéro 18 de la subdivision officielle du dit lot numéro dix-neuf, et de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision No 19—avec bâtisses sus-érigées et reposant également sur partie du numéro de subdivision 18 du dit lot.

2° Trois lots de terre situés dans la ville de Saint-Louis, comté d'Hechelaga, district de Montréal,

of Westmount, in the district of Montreal, duly named to the delaissement made in this cause by the said Defendant.

Seized as belonging to the said defendant and now in possession of the said curator the following immoveables, to wit :

Two emplacements in the Saint Denis ward, of the city of Montreal, being subdivision numbers forty-one and forty-eight of the original lot number one hundred and ninety-eight, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 17th July, 1900. 2776

[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LAWRENCE A. WILSON,**
No. 2502. } **of the city and district of**
Montreal, merchant, and doing business as such
under the name and style of Lawrence A. Wilson &
Co., Plaintiff ; against the lands and tenements of
JAMES P. BOYLE, of the same place, hotel-
keeper, Defendant.

A lot of land—with buildings thereon erected, situate in Sainte Ann's ward of the city of Montreal ; bounded in front by Young street, known and described on the official plan and book of reference of the said Sainte Ann's ward, as number one thousand three hundred and twenty-six (1326).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 17th July, 1900. 2772

[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE STAR IRON COM-**
No. 2465. } **PANY, LIMITED, body po-**
litic and duly incorporated by letters patent under
the great Seal of Canada, having its chief offices
and place of business in the city and district of
Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tene-
ments of **JAMES BAXTER, of the city and district**
of Montreal, one of the Defendants, jointly and
severally with the Defendant **H. ROY, of the said**
city of Montreal, already condemned by judgment
of this court, rendered on the nineteenth of Febru-
ary last (1900).

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, James Baxter, the following immovables, to wit :

A. 1. Five lots of land situate in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, as being subdivisions numbers nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two and twenty-three, of the official subdivision of the lot number nineteen—with buildings thereon erected ; reserving however the strip taken on the front of the said lots and expropriated by the city of Montreal, for the widening of Saint Lawrence street, and also reserving from subdivision lot No. 19, a strip of land of two feet in width by ninety-one feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by a lane bearing the number twenty-four of the subdivision of the said official lot number nineteen, on one side by number 18 of the official subdivision of the said lot number nineteen, and on the other side by the residue of the said subdivision lot No. 19—with buildings thereon erected, and resting also on part of subdivision number 18 of the said lot.

2. Three lots of land situate in the town of Saint Louis, county of Hochelaga, district of Montreal,

étant les subdivisions numéros 158, 159, 160 de la subdivision du lot officiel No 10, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; bornés en front par la rue Saint-Laurent—avec bâtisses sus érigées, et l'usage en commun avec qui de droit dans la ruelle en arrière des dits lots.

3° Quatre lots de terre situés dans la ville de Saint-Louis, comté d'Hochelaga, district de Montréal, étant les subdivisions numéros 150, 151, 152 et 153 de la subdivision du lot officiel numéro onze des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; bornés en front par la rue Saint-Louis et avec l'usage en commun avec qui de droit dans la ruelle en arrière des dits lots.

Pour être vendus en mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 18 juillet 1900. [Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } DAME DELPHINE TRU-
No 1697. } DEAU, des cité et district de Montréal, veuve de feu Samuel Lapalme, la dite Dame Delphine Trudeau, marchande publique et faisant affaires seule, à Montréal, sous la raison sociale de "Précourt & Cie", Demanderesse; contre les terres et tènements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A" annexée au bref en cette cause, de JOSEPH ODILON DUPUIS, des cité et district de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de Joseph Nelson Chevrier, comptable, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur et en la possession du dit curateur les immeubles suivants, savoir :

Quatre lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, portant les numéros soixante et dix-neuf (79), quatre-vingt (80), quatre-vingt-un (81) et quatre-vingt-deux (82), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro cent soixante et deux (162); bornés en front par la rue Berri—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 18 juillet 1900. [Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } LA COMMUNAUTE DES
No 1732. } SEURS DE LA CHARITE DE L'HOPITAL GENERAL DE MONTREAL, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de JAMES BAXTER, de la cité et du district de Montréal, l'un des défendeurs conjointement et solidairement avec MICHAEL GUERIN, de la dite cité de Montréal, l'autre Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause, qui devait avoir lieu le premier jour de juin dernier (1900), aura lieu à dix heures de l'avant-midi, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 18 juillet 1900. [Première publication, 21 juillet 1900.]

being the subdivisions numbers one hundred and fifty-eight, one hundred and fifty-nine and one hundred and sixty (158, 159 and 160), of the subdivision of the official lot number ten (10), on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte Saint Louis; bounded in front by Saint Lawrence street—with the buildings thereon erected and with the use in common with those thereto entitled in the lane in rear of the said lots.

3. Four lots of land situate in the town of Saint Louis, county of Hochelaga, district of Montreal, being the subdivisions numbers 150, 151, 152 and 153, of the subdivision of the official lot number eleven on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte Saint Louis; bounded in front by Saint Louis street and with the use in common with those thereto entitled in the lane in rear of the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 18th July, 1900. [First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } DAME DELPHINE TRU-
No. 1697. } DEAU, of the city and district of Montreal, widow of the late Samuel Lapalme, the said Dame Delphine Trudeau, public trader, and doing business alone at Montreal, under the firm of "Précourt & Cie", Plaintiff; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, of JOSEPH ODILON DUPUIS, of the city and district of Montreal, Defendant, now in the hands of Joseph Nelson Chevrier, accountant, duly named curator to the surrender made by the said Defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator, the following immovables, to wit :

Four lots of land situate and being in Saint Denis ward, of the city of Montreal, bearing the numbers seventy-nine (79), eighty (80), eighty-one (81) and eighty-two (82), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, as number one hundred and sixty-two (162); bounded in front by Berri street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 18th July, 1900. [First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } LA COMMUNAUTE DES
No. 1732. } SEURS DE LA CHARITE DE L'HOPITAL GENERAL DE MONTREAL, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of JAMES BAXTER, of the city and district of Montreal, one of the defendants jointly and severally with MICHAEL GUERIN; of the said city of Montreal, the other Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this present cause, which should have taken place on the first day of June last (1900), will take place at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 18th July, 1900. [First published, 21st July, 1900.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **WILLIAM REID**, de la
No 125. } cité et du district de
Montréal, comptable, curateur et requérant, à ce
dûment autorisé sous l'article 879 du code de procé-
dure civile, comme curateur aux biens de Dame
Elizabeth Gilbert, de la ville de Westmount, dis-
trict de Montréal, épouse séparée de biens de
Lindsay Pillar, du même lieu, agent, la dite cession
ayant été faite du consentement du dit Lindsay
Pillar, faillie.

1° Un lot de terre sis et situé en la ville de
Westmount, dans le comté d'Hochelega, dans le
district de Montréal, connu sous le numéro qua-
torze (14), de la subdivision du lot officiel connu et
désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la
municipalité de la paroisse de Montréal, sous le
numéro quatorze cent trente-quatre (1434), étant le
coin sud de la rue Sainte-Catherine et de l'avenue
Irvine—avec les bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances, et portant le numéro
civique quatre mille cinq cent cinquante (4550) de
la rue Sainte-Catherine, et les numéros civiques
cent quarante (140) et cent quarante-deux (142) de
l'avenue Irvine.

2° Un lot de terre sis et et situé au même lieu,
connu sous le numéro neu (9), de la subdivision du
lot officiel connu et désigné aux plan et livre de
renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de
Montréal, sous le numéro deux cent vingt (220);
borné en front par l'avenue Landsdowne—sans
bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 27 juin 1900. 2575-2
[Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **URGELE PAUZÉ ET**
No 1098. } **FRANÇOIS ALIAS**
FRANK PAUZÉ, tous deux entrepreneurs de la
cité et du district de Montréal, et y faisant affaires
ensemble, en société comme tels, sous les nom et
raison sociale de "U. Pauzé & Fils". Demandeurs;
contre les terres et tenements de **EUGENE PA-**
QUIN, de la cité de Saint-Henri, district de Mon-
tréal, Défendeur.

Un terrain sis et situé dans la cité de Saint-Henri,
dans le comté d'Hochelega, district de Montréal,
connu comme faisant partie du lot de terre connu
et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la
municipalité de la paroisse de Montréal, sous le
numéro seize cent soixante et trois (1663); borné
en front par la rue Saint-Jacques, en arrière par le
lot numéro seize cent soixante-quatorze (1674), d'un
côté par le lot numéro seize cent soixante et deux
(1662), et de l'autre côté par le lot numéro seize
cent soixante et quatre (1664), tous des susdits plan
et livre de renvoi officiels—avec circonstances et
dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à
DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 27 juin 1900. 2573-2
[Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DEMOISELLE PHILO-**
No 802. } **MENE DUROCHER**,
fille majeure et usant et jouissant de ses droits, de
la cité et du district de Montréal, Demanderesse;
contre les terres et tenements de **PATRICK C.**
SHANNON, comptable, de la cité et du district de

**CURATORS' WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **WILLIAM REID**, of the
No 125. } city and district of Mon-
treal, accountant, curator and petitioner, duly
authorized hereunto under article 879 of the code
of civil procedure, as curator to the estate of Dame
Elizabeth Gilbert, of the town of Westmount, dis-
trict of Montreal, wife separated as to property of
Lindsay Pillar, of the same place, agent, the said
assignment having been made with the consent of
the said Lindsay Pillar, insolvent.

1. A lot of land situate and being in the town of
Westmount, in the county of Hochelega, in the
district of Montreal, known as number fourteen (14),
of the subdivision of the official lot known and de-
scribed on the official plan and book of reference
of the municipality of the parish of Montreal, as
number one thousand four hundred and thirty-four
(1434), being the south corner of Sainte-Catherine
street and Irvine avenue—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies, and bear-
ing the municipal number four thousand five hun-
dred and fifty (4550) of Sainte Catherine street, and
municipal numbers one hundred and forty (140)
and one hundred and forty-two (142) of Irvine
avenue.

2. A lot situate at the same place, known as num-
ber nine (9), of the subdivision of the official lot
known and described on the official plan and book
of reference of the municipality of the parish of
Montreal, as number two hundred and twenty
(220); bounded in front by Landsdowne avenue—
without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TENTH day of AUGUST next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 27th June, 1900. 2576
[First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **URGELE PAUZÉ AND**
No. 1098. } **FRANÇOIS ALIAS FRANK**
PAUZÉ, both of the city and district of Montreal,
contractors, and carrying on business together in
partnership as such in the said city of Montreal,
under the style and firm of U. Pauzé & Son, Plain-
tiffs; against the lands and tenements of **EUGENE**
PAQUIN, of the city of Saint Henry, district of
Montreal, Defendant.

A lot situate and being in the city of Saint Henry,
in the county of Hochelega, district of Montreal,
known as forming part of the lot of land known and
described on the official plan and book of reference
of the municipality of the parish of Montreal, as
number sixteen hundred and sixty-three (1663);
bounded in front by Saint James street, in rear by
lot number sixteen hundred and seventy-four (1674),
on one side by lot number sixteen hundred and
sixty-two (1662), and on the other side by lot num-
ber sixteen hundred and sixty-four (1664), all of the
said official plan and book of reference—circum-
stances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TENTH day of AUGUST next, at TEN
o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Montreal, 27th June, 1900. 2574
[First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MISS PHILOMENE**
No. 802. } **DUROCHER**, spinster,
in the enjoyment of her rights, of the city and dis-
trict of Montreal, Plaintiff; against the lands and
tenements of **PATRICK C. SHANNON**, account-
ant, of the city and district of Montreal, in his

Montréal, en sa qualité de tuteur dément élu en justice à François A. Bastien et Marie E. Bastien, enfants mineurs issus du mariage de feu Eugène Charles Bastien, en son vivant notaire, du village de Vaudreuil, avec Dame Thérèse Shannon, son épouse, Défendeur.

Saisis comme appartenant aux dits mineurs et en la possession du dit défendeur en sa qualité susdite, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé dans le village de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, sous le numéro cinquante-cinq (55) ; borné par les rues Saint-Michel et Saint-Charles—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé au même endroit, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, sous le numéro quatre-vingt-onze (91) ; borné en front par la rue Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un lot de terre sis et situé au même endroit, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, sous le numéro trente-quatre (34) ; borné en front par la rue Saint-Michel—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4° Un lot de terre sis et situé au même endroit, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, sous le numéro cent onze (111) ; borné en front par la rue Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

5° Un terrain sis et situé au même endroit, composé des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, sous les numéros deux (2), trois (3) et quatre (4) ; borné en front par la rue Saint-Jean-Baptiste—avec maison érigée sur le susdit numéro deux (2), et circonstances et dépendances sur le dit terrain.

6° Un lot de terre sis et situé au même endroit, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, sous le numéro cent vingt-sept (127) ; borné en front par la rue Sainte-Angélique—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

7° Un vingtième indivis dans les lots de terre et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sis et situés au même endroit, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, sous les numéros quinze (15), seize (16), vingt-quatre (24) et vingt-cinq (25) ; bornés par les rues Saint-Michel, Saint-Joseph et Saint-Jean-Baptiste.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Montréal, 26 juin 1900.

2547-2

[Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montréal.

Montréal, à savoir : } ANTHONY HAIG SIMS,
No 1591. } des cité et district de
Montréal, manufacturier de chemises et de collets,
Demandeur ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref, la propriété de BEAUMONT SHEPHERD, des cité et district de Montréal, gérant, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme le lot numéro cinquante-quatre (54), de la subdivision du lot numéro officiel cent quatre-vingt-dix-huit (198), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; borné en front par la rue Rivard—sans bâtisses.

quality of tutor duly appointed by law to François A. Bastien and Marie E. Bastien, minor children issue of the marriage of the late Eugène Charles Bastien, in his lifetime notary, of the village of Vaudreuil, with Dame Thérèse Shannon, his wife, Defendant.

Seized as belonging to the said minors and in the possession of the said defendant in his said quality, the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate and being in the village of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil, in the district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil, as number fifty-five (55) ; bounded by Saint Michael and Saint Charles streets— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate and being at the same place, known and described on the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil, as number ninety-one (91) ; bounded in front by Saint Louis street— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A lot of land situate and being at the same place, known and described on the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil, as number thirty-four (34) ; bounded in front by Saint Michael street— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A lot of land situate and being at the same place, known and described on the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil, as number one hundred and eleven (111) ; bounded in front by Saint Louis street— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. A lot of land situate and being at the same place, comprising lots known and described on the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil, as numbers two (2), three (3) and four (4) ; bounded in front by Saint Jean Baptiste street— with a house thereon erected on the aforesaid number two (2), circumstances and dependencies on the said lot of land.

6. A lot of land situate and being at the same place, known and described on the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil, as number one hundred and twenty-seven (127) ; bounded in front by Sainte-Angélique street— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

7. One undivided twentieth in the lots of land and buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate and being at the same place, known and described on the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil, as numbers fifteen (15), sixteen (16), twenty-four (24) and twenty-five (25) ; bounded by Saint Michel, Saint Joseph and Saint Jean Baptiste streets.

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, on the SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 26th June, 1900.

2548

[First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montréal.

Montréal, to wit : } ANTHONY HAIG SIMS,
No. 1591. } of the city and district of
Montréal, shirt and collar manufacturer, Plaintiff ;
against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked " A ", to the writ annexed, the property of BEAUMONT SHEPHERD, of the city and district of Montréal, manager, Defendant.

1. A lot of land situate and being in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known and described as being as lot number fifty-four (54), of the subdivision of the official lot number one hundred and ninety-eight (198), on the official plan and book of reference of the cadastre of the incorporated village of the Côte Saint Louis ; bounded in front by Rivard street— without any buildings.

2° Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros quatre-vingt-cinq (85) et quatre-vingt-six (86), de la subdivision du lot numéro officiel cent quatre-vingt-dix-huit (198), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; bornés en front par la rue Rivard—sans bâtisses.

3° Quatre lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros quatre-vingt-sept (87), quatre-vingt-neuf (89), quatre-vingt-dix (90) et quatre-vingt-onze (91), de la subdivision du numéro officiel cent quatre-vingt-dix-huit (198), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; bornés en front par la rue Carrières—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 26 juin 1900. 2553-2
[Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **F**ERDINAND TREMBLAY, No. 880. } **B**LAY, manufacturier, de la ville de Westmount, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de SIMON LACOMBE, de la paroisse de Notre-Dame de Grâce, district de Montréal, Défendeur.

Une bâtisse en briques et ses dépendances en bois, sise et située sur un certain lot de terrain situé à la Côte des Neiges, dans le comté d'Hoche-laga, étant connu comme lot numéro cent trente (130), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges ; le dit terrain étant borné comme suit : en front par le chemin public, du côté sud-est par le terrain de la petite chapelle et celui de Dame Vve C. Cardinal, du côté nord-ouest partie par une maison en pierre et partie par la propriété de Joseph Lacombe.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 26 juin 1900. 2545-2
[Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **U**RGELE PAUZÉ ET No. 2904. } **F**RANK PAUZÉ, tous deux de la cité et du district de Montréal, contrac-teurs, et y faisant affaires ensemble comme tels, sous les nom et raison sociale de "U. Pauzé & Fils", Demandeurs ; contre les terres et tenements de JOHN NORMANDEAU, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la ville Saint-Louis ; borné en front par la rue DeGaspé, connu et désigné sous le numéro de subdivision cent dix-neuf A (119 A), du lot numéro dix (10), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 26 juin 1900. 2541-2
[Première publication, 30 juin 1900.]

2. Two lots of land situate and being in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known and described as being as lots numbers eighty-five (85) and eighty-six (86), of the subdivision of the official lot number one hundred and ninety-eight (198), on the official plan and book of reference of the cadastre of the incorporated village of the Côte Saint Louis ; bounded in front by Rivard street—without any buildings.

3. Four lots of land situate and being in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known and described as being as lots numbers eighty-seven (87), eighty-nine (89), ninety (90) and ninety-one (91), of the subdivision of the official lot number one hundred and ninety-eight (198), on the official plan and book of reference of the cadastre of the incorporated village of the Côte Saint Louis ; bounded in front by Carrière street—without any buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 26th June, 1900. 2554
[First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **F**ERDINAND TREMBLAY, No. 880. } **B**LAY, manufacturer, of the town of Westmount, district of Montreal, Plaintiff, against the lands and tenements of SIMON LACOMBE, of the parish of Notre-Dame de Grâce, district of Montreal, Defendant.

A brick building and its wooden dependencies, situate and being on a certain lot of land situate at Côte des Neiges, in the county of Hochelaga, being known as lot number one hundred and thirty (130), of the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges ; said lot being bounded as follows : in front by the public road, on the south east side by the land of the small chapel and that of Mrs. widow C. Cardinal, on the north west side partly by a stone house and partly by the property of Joseph Lacombe.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 26th June, 1900. 2546
[First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **U**RGELE PAUZÉ AND No. 2904. } **F**RANK PAUZÉ, both of the city and district of Montreal, contractors, and carrying on business together as such in the said city of Montreal, under the style and firm of U. Pauzé & Son, Plaintiffs ; against the lands and tenements of JOHN NORMANDEAU, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of Saint Louis ; bounded in front by DeGaspé street, known and described as subdivision number one hundred and nineteen A (119 A), of the number ten (10), of the official plan and book of reference of the Côte Saint Louis—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 26th June, 1900. 2542
[First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour du Recorder de la cité de Sainte-Cunégonde de
Montréal—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE SAINTE-**
 No 699. } **CUNEGONDE DE**
MONTREAL, corps politique et incorporé, ayant
 son principal bureau d'affaires dans la cité de Sainte-
 Cunégonde de Montréal, Demanderesse ; contre les
 terres et tènements de **FERDINAND BAYARD**,
 de la cité et du district de Montréal. Défendeur.

Un terrain situé dans la cité de Sainte-Cunégonde,
 district de Montréal ; borné en front au nord-ouest
 par la rue Notre-Dame, d'un côté au nord-est par
 la rue Lévis, en arrière au sud-est par une ruelle
 en commun avec ceux qui y ont droit, et de l'autre
 côté au sud-ouest par le lot numéro deux mille trois
 cent deux—avec les bâtisses dessus érigées. Ce
 terrain est composé des lots numéros deux mille
 trois cent trois et deux mille trois cent quatre
 (2303 et 2304), des plan et livre de renvoi officiels
 de la municipalité de la paroisse de Montréal, et ne
 forme qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
 Montréal, le TROISIEME jour d'AOUT prochain,
 à DEUX heures de l'après midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 26 juin 1900. 2543-2
 [Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**
 No 1642. } **AND MORTGAGE**
COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa
 principale place d'affaires dans les cité et district de
 Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements
 de **HYPOLITE GOUGEON**, de la cité de
 Saint-Henri, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Ce lot de terre situé sur le côté sud-ouest de
 l'avenue Green, dans la cité de Saint-Henri, district
 de Montréal, formant partie des lots connus sous les
 numéros vingt-quatre et vingt-cinq (Nos 24 et 25),
 de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-
 vingt-cinq (385-24 et 25), des plan et livre de ren-
 voi officiels de la municipalité de la paroisse de
 Montréal, dans le comté d'Hochelaga ; le dit lot
 mesurant soixante et treize pieds de largeur sur une
 profondeur de soixante et douze pieds six pouces
 sur sa ligne de côté nord-ouest, et environ soixante
 et sept pieds dix pouces sur sa ligne de côté sud-est,
 et borné comme suit : en front par la dite avenue
 Green, en arrière par partie du dit lot No 24, de
 l'autre côté par autres parties des dits lots numéros
 24 et 25, et de l'autre côté par une ruelle portant le
 numéro vingt-trois de la dite subdivision—avec une
 maison en pierre et en briques contenant trois loge-
 ments sus-érigés, et avec le droit de passage en
 commun avec les autres personnes dans la dite
 ruelle et dans un passage de huit pieds de largeur,
 formant partie du dit lot No 24, courant en arrière
 des dits lots saisis.

2° Un emplacement situé au coin des rues Onta-
 rio et Fullum, dans la cité de Montréal, et composé
 des lots numéros quatorze cent soixante et cinq et
 quatorze cent soixante et six (1465 et 1466), des
 plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-
 Marie, Montréal—avec les bâtisses sus-érigées. Pour
 être vendus en un seul lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité
 de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT pro-
 chain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
 Montréal, 26 juin 1900. 2551-2
 [Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Recorder's Court of the city of Sainte Cunégonde de
Montreal—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF SAINTE**
 No. 699. } **CUNEGONDE DE**
MONTREAL, a body politic and duly incorporated,
 having its principal business office in the city of
 Sainte Cunégonde de Montreal, Plaintiff ; against
 the lands and tenements of **FERDINAND**
BAYARD, of the city and district of Montreal, De-
 fendant.

A lot situate in the city of Sainte Cunégonde,
 district of Montreal ; bounded in front to the north
 west by Notre Dame street, on one side to the north
 east by Levis street, in rear to the south east by a
 lane in common with those entitled thereto, and on
 the other side to the south west by lot number two
 thousand three hundred and two—with the build-
 ings thereon erected. This lot is made up of lots
 numbers two thousand three hundred and three
 (2303) and two thousand three hundred and four
 (2304), of the official plan and book of reference
 of the municipality of the parish of Montreal, and
 form only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the THIRD day of AUGUST next, at TWO
 o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 26th June, 1900. 2544
 [First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**
 No. 1642. } **AND MORTGAGE**
COMPANY, a body politic and corporate, having its
 principal place of business in the city and district of
 Montréal, Plaintiff ; against the lands and tènements
 of **HYPOLITE GOUGEON**, of the city of
 Saint Henri, in the district of Montréal, Defendant.

1. That certain lot of ground situate on the south
 west side of Green avenue, in the city of Saint
 Henri, district of Montreal, and forming part of the
 lots known as numbers twenty-four and twenty-five
 (Nos. 24 and 25), of the subdivision of lot number
 three hundred and eighty-five (385-24 and 25), on
 the official plan and book of reference of the munici-
 pality of the parish of Montreal, in the county of
 Hochelaga ; the said lot measuring seventy-three
 feet in width by a depth of seventy-two feet six
 inches in its north west side line, and of about sixty-
 seven feet ten inches in its south east side line, and
 bounded as follows : in front by said Green avenue,
 in rear by part of said lot No. 24, on the other side
 by other parts of said lots numbers 24 and 25, and
 on the other side by a lane bearing the number
 twenty-three of said subdivision—with a stone and
 brick house containing three dwellings thereon
 erected, and with the right of way in common with
 others in the said lane and in a passage eight feet
 wide, forming part of said lot No 24, running in
 rear of the said lots seized.

2. An emplacement situate at the corner of Onta-
 rio and Fullum streets, in the city of Montreal,
 and composed, said emplacement, of lots numbers
 fourteen hundred and sixty-five and fourteen hun-
 dred and sixty-six (1465 and 1466), on the official
 plan and book of reference of Saint Mary's ward,
 Montreal—with the buildings thereon erected. To
 be sold en bloc, as one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the NINTH day of AUGUST next, at TEN
 o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 26th June, 1900. 2552
 [First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LE TRES HONORABLE**
 No 1479. } **SIR DONALD ALEXAN-**
ANDER SMITH, BARON STRATHCONA AND
MOUNT ROYAL, haut commissaire de Sa Majesté
 pour le Canada, **RICHARD B. ANGUS**, directeur
 de chemin de fer, et **ALEXANDER THOMAS**
PATERSON, marchand, tous des cités et district
 de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et
 tenements de **JOHN NAPIER FULTON**, des cités
 et district de Montréal, Défendeur.

Partie du lot numéro neuf cent seize (pt. 916),
 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-
 Louis, de la cité de Montréal, contenant soixante et
 six pieds de largeur en front, soixante pieds en
 arrière sur cent quarante-huit pieds de longueur,
 mesure anglaise, plus ou moins ; bornée en front au
 sud-ouest par la rue Cadieux, en arrière au nord-est
 par l'avenue de l'Hôtel de Ville, au sud-est par
 l'avenue Pine, et au nord-ouest par le lot officiel
 numéro neuf cent dix-sept—avec les bâtisses sui-
 vantes sus-érigées : deux bâtisses en briques avec
 les fronts en briques pressées et en *terra cotta* sur
 fondations en pierre, et autres dépendances, plus
 particulièrement connues comme numéros 671 et
 675 de la rue Cadieux.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité
 de Montréal, le TROISIEME jour d'AOUT pro-
 chain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
 Montréal, 26 juin 1900. 2549-2
 [Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE RIGHT HONORABLE**
 No. 1479. } **SIR DONALD ALEXAN-**
DER SMITH, BARON STRATHCONA
AND MOUNT ROYAL, Her Majesty's high
 commissioner for Canada, **RICHARD B. ANGUS**,
 railway director, and **ALEXANDER THOMAS**
PATERSON, merchant, all of the city and district
 of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements
 of **JOHN NAPIER FULTON**, of the city
 and district of Montreal, Defendant.

A part of lot number nine hundred and sixteen
 (pt. 916), on the official plan and book of reference
 of the Saint Louis ward, of the city of Montreal,
 containing sixty-six feet in width in front, sixty
 feet in rear by one hundred and forty-eight feet in
 length, english measure, more or less ; bounded in
 front to the south west by Cadieux street, in rear
 to the north east by avenue de l'Hotel de Ville,
 to the south east by Pine avenue, and to the north
 west by official lot number nine hundred and seven-
 teen—with the following buildings thereon erected:
 two brick buildings with pressed brick and *terra*
cotta fronts, on stone foundations, and other depen-
 dencies thereon erected, more particularly known
 as street numbers 671 and 675 Cadieux street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the THIRD day of AUGUST next, et ELEVEN
 o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 26th June, 1900. 2550
 [First published, 30th June, 1900.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
 TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **THE THOMAS BIRKETT**
 No 26. } **AND SON COMPANY,**
LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son
 principal bureau d'affaires en la cité d'Ottawa,
 province d'Ontario, Demanderesse ; vs **FELIX**
MCALINDEN, du canton de Lowe, dans le
 district d'Ottawa, Défendeur, savoir :

Un lopin de terre faisant partie du lot numéro
 trente-sept (37), situé dans le onzième rang du
 canton de Lowe, dit district d'Ottawa, ayant la
 forme de la lettre V, contenant deux cent quatre-
 vingt-onze pieds du côté nord-est, deux cent
 cinquante-huit pieds sur le chemin, et deux cent
 pieds du côté sud, plus ou moins ; et borné au nord
 par partie du dit lot No 37, appartenant à William
 Kealey, au sud et à l'est par partie du dit lot No
 37, la propriété de James Price, et à l'ouest par un
 chemin public sur la ligne de concession entre le
 dit lot No 37 et le lot No 36, du dit rang ouest dit
 canton de Lowe, connu sous le nom de "Hay road"
 —avec une maison, forge et écurie y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en
 la cité de Hull, le VINGT ET UNIEME jour
 d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GRONDIN & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Hull, 18 juillet 1900. 2795
 [Première publication, 21 juillet 1900.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned LANDS and TENEMENTS have
 been seized, and will be sold at the respective
 times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **THE THOMAS BIRKETT**
 No. 26. } **AND SON COMPANY,**
LIMITED, a body politic and corporate, having its
 principal place of business in the city of Ottawa,
 in the province of Ontario, Plaintiffs ; vs **FELIX**
MCALINDEN, of the township of Lowe, in the dis-
 trict of Ottawa, Defendant to wit :

A piece of land forming part of lot number thirty-
 seven (37), in the eleventh range of the township
 of Lowe, in said district of Ottawa, being in form
 of a V, containing two hundred and ninety-one feet
 on the north east side, two hundred and fifty-eight
 feet on the road side, and two hundred feet on the
 south side, the whole more or less ; and bounded
 to the north by part of said lot No. 37 owned by
 William Kealey, to the south and east by part of
 said lot No. 37 the property of James Rice, and to
 the west by a public road, on the line between said
 lot No. 37 and lot No. 36, on said west range of the
 said township of Lowe, commonly called Hay Road
 —with a dwelling house, blacksmith shop and a
 stable thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of
 Hull, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST
 next, at TEN o'clock in the forenoon.

GRONDIN & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Hull, July 18th, 1900. 2796
 [First published, 21st July, 1900.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L'HONORABLE FREDERICK WILLIAM ANDREWS**, de la paroisse de Saint-Sauveur, de Québec, l'un des juges de notre cour supérieure, pour la province de Québec; contre **WILLIAM McEWAN ALIAS McKEOWN ET PATRICK McEWAN, ALIAS McKEOWN**, tous de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, dans le comté de Québec, cultivateur, à savoir :

1° Le lot No 2 B (deux B.), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 71 (soixante et onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située à Roche platte—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Le lot No 82 (quatre-vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située à Roche platte—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4° La moitié sud du lot No 94 (quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham; bornée par une ligne tirée par LeFrançois, arpenteur civil, à travers le dit lot depuis la rivière Huron à la clôture qui le sépare du lot cadastral No 82 (quatre-vingt-deux), étant un lot de terre situé à Roche platte—circonstances et dépendances.

5° Le lot No 1 (un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située au deuxième rang du township de Stoneham—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le **VINGT-TROISIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,

Député Shérif.

Bureau du Shérif,

Québec, 19 juillet 1900.

[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **GASPARD NICOLAS BOISSEAU** et **ROCH PASCHAL BOISSEAU**, tous deux de Québec, rentiers; contre **DAME MARCELINE CANTIN**, de Québec, veuve de feu Joseph Roy, en son vivant de Québec, à savoir :

Le lot No 838 (huit cent trente-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un demi emplacement situé rue Metcalf ci-devant et maintenant rue Morin—avec bâtisses. A la charge d'une rente foncière de cinq piastres payable aux héritiers Boisseau, le 29 septembre chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-TROISIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,

Député Shérif.

Bureau du Shérif,

Québec, 19 juillet 1900.

[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **FERNAND BÉDARD**, No 349, menuisier, et **JOSEPH DESROCHERS**, menuisier, tous deux ci-devant de

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **THE HONORABLE FREDERICK W. ANDREWS**, of the parish of Saint Sauveur de Québec, one of the judges of the superior court, for the province of Québec, Plaintiff; against **WILLIAM McEWAN ALIAS McKEOWN AND PATRICK McEWAN ALIAS McKEOWN**, of the parish of Saint Edmond de Stoneham, in the county of Québec, farmer, to wit :

1. Lot No. 2 B (two B), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a land situate in the first range—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 71 (seventy-one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a land situate at Roche platte—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 82 (eighty-two), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot situate at Roche platte—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. The south half of lot No. 94 (ninety-four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham; bounded by a line drawn by LeFrançois, civil surveyor, across the said lot from the river Huron, to the fence which separates it from the cadastral lot No 82 (eighty-two), being a lot of land situate at Roche platte—circumstances and dependencies.

5. Lot No. 1 (one), of the official cadastre of the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a land situate in the second range of the township of Stoneham—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Edmond de Stoneham, county of Québec, on the **TWENTY-THIRD** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, 19th July, 1900.

[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Québec, to wit : } **GASPARD NICOLAS BOISSEAU** and **ROCH PASCHAL BOISSEAU**, both of Québec, *rentiers*; against **DAME MARCELINE CANTIN**, of Québec, widow of the late Joseph Roy, in his lifetime of Québec, to wit :

Lot No. 838 (eight hundred and thirty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a half lot situate on Metcalf formerly; and now Morin street—with buildings. Subject to a ground rent of five dollars payable to the heirs Boisseau, on the 29th of September, of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, the **TWENTY-THIRD** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, 19th July, 1900.

[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **FERNAND BÉDARD**, No. 349, miller, and **JOSEPH DESROCHERS**, joiner, both formerly of the parish of

la paroisse de Sainte-Croix, et actuellement de la paroisse de Saint-Jean Deschailions ; contre GUSTAVE RACETTE, de la paroisse de Sainte-Croix, à savoir :

Le lot No 57 (cinquante-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant une terre située au premier rang de la dite paroisse—avec moulins et autres bâtisses, moins l'emplacement du phare de Sainte-Croix.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Croix, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 19 juillet 1900.
[Première publication, 21 juillet 1900.]

ED. BEGIN,
Député Shérif.
2833

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } GEORGE VEZINA, de la No 911. } G cité de Québec, comptable ; contre EDOUARD MONTMINY, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, à savoir.

Le lot No 1977 (mil neuf cent soixante-dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé rue Massue ; pour être vendu à la charge d'une rente foncière annuelle de six piastres et vingt cents (\$6.20), payable le vingt-neuf juin de chaque année, à la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif, Québec, 5 juillet 1900. [Première publication, 7 juillet 1900.] [Publication, 21 juillet 1900.]

CHS. A. ERN. GAGNON, Shérif.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JEAN ALIAS JOHN No 1479. } J LAPOINTE, de Saint-Giles, cultivateur ; contre FERDINAND PROVENCAL, de Saint-Sylvestre, à savoir :

1° Le lot No 688 (six cent quatre-vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, étant une terre située dans la concession Sainte-Catherine—avec bâtisses.

2° Le lot No 689 (six cent quatre-vingt-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, étant une terre située dans la concession Sainte-Catherine—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvestre, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif, Québec, 28 juin 1900. [Première publication, 30 juin 1900.]

CHS. A. ERN. GAGNON, Shérif.
2591-2

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; No 845. } L contre LUCE MERCIER, veuve de Joseph E. Deblois, de la municipalité de Limoilou, dans le comté de Québec, dans le district de Québec, un des héritiers de feu Germain Deblois, à savoir :

Le lot de terrain désigné par le numéro deux mille neuf cent dix-neuf (No 2919), au cadastre officiel pour le quartier du Palais, de la cité de Québec, au coin sud-ouest des rues Garneau et Saint-Flavien—avec bâtisses dessus construites ; sujet envers le lot voisin à l'est No 2920 du dit cadastre : 1° au droit de conduire dans le canal des latrines du dit lot No 2919, un canal partant du dit lot No 2920 et aboutissant dans l'autre dit canal, en par les parties propriétaires réparant à frais communs le dit canal qui sera sur le dit lot No 2919, à toujours, à l'avenir,

of Sainte Croix and now of the parish of Saint Jean Deschailions ; against GUSTAVE RACETTE, of the parish of Sainte Croix, to wit :

Lot No. 57 (fifty-seven), of the official cadastre for the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, being a land situate on the first range of the said parish—with mills and other buildings. Reserving the site of the light-house of Sainte Croix.

To be sold at the parochial church door of Sainte Croix, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 19th July, 1900. [First published, 21st July, 1900.]

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.
2834

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } GEORGE VEZINA, of the No. 911. } G city of Québec, accountant ; against EDOUARD MONTMINY, of the city of Sainte Cunégonde de Montreal, to wit :

Lot No. 1977 (one thousand nine hundred and ninety-seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Massue street ; to be sold subject to a yearly rent of six dollars and twenty cents (\$6.20), payable on the twenty-ninth June of every year, to the Community of the Reverend Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

Sheriff's office, Québec, 5th July 1900. [First published, 7th July, 1900.] [Publication, 21st July, 1900.]

CHS. A. ERN. GAGNON, Sheriff.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JEAN ALIAS JOHN LAPOINTE, No. 1479. } J of Saint Giles, farmer ; against FERDINAND PROVENCAL, of Saint Sylvestre, to wit :

1. Lot No. 688 (six hundred and eighty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, being a land situate in the Sainte Catherine concession—with buildings.

2. Lot No. 689 (six hundred and eighty-nine), of the official cadastre for the parish of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, being a land situate in the Sainte Catherine concession—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvestre, on the FIRST day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

Sheriff's Office, Québec, 28th June, 1900. [First published, 30th June, 1900.]

CHS. A. ERN. GAGNON, Sheriff.
2592

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; No. 845. } T against LUCE MERCIER, widow of Joseph E. Deblois, of the municipality of Limoilou, in the county of Québec, in the district of Québec, one of the heirs of the late Germain Deblois, to wit :

The lot of land described as number two thousand nine hundred and nineteen (No. 2919), on the official cadastre for Palace ward, of the city of Québec, on the south west corner of Garneau and Saint Flavien streets—with buildings thereon erected ; subject in favor of the adjoining lot to the east No. 2920 of the said cadastre : 1. to the right of leading into the privy drain of said lot No. 2919, a drain starting from said lot No. 2920 and ending at the other said canal, upon the parties proprietors repairing at their joint expense the said

à aller jusqu'au canal public qui est dans la rue Saint-Flavien; 2° à la mitoyenneté du pignon et mur de division entre les maisons respectives sur les dits lots et du terrain sur lequel il a été construit et des consoles posées sur le dit pignon, ainsi que du mur de division entre les dits lots depuis les dites maisons jusqu'à la profondeur des dits lots et élevé jusqu'à la hauteur du second étage des dites maisons; et du dalot de ferblanc et de fer des dites maisons; étant entendu que quoique tout le chapeçon du dit mur mitoyen ait été mis du côté du dit lot No 2919, cela ne peut affecter le dit droit de mitoyenneté, tel que le tout a été stipulé dans l'acte de vente du dit lot No 2919, par le Shérif de Québec à Joseph Deblois, le 8 septembre 1835, et dans le titre nouvel consenti devant le notaire V. W. LaRue, le 11 septembre 1890, par les représentants du dit Joseph Deblois, en faveur de P. B. Casgrain Ecr., propriétaire du dit lot No 2920, les dits actes dûment enregistrés et suivant les titres constitutifs de servitude y relatés.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 juin 1900. 2593-2
[Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où PAUL No 1147. } **P**ARADIS, de Charlesbourg, meunier, était Demandeur; et LA CORPORATION DE LIMOILOU était Défenderesse; la dite défenderesse, La Corporation de Limoilou, contre Paul Paradis, de Charlesbourg, meunier, à savoir :

Le lot No 676 (six cent soixante et seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, étant un emplacement situé au village du Trait Carré—avec moulin à farine et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DLX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 5 juillet 1900. 2673-2
[Première publication, 7 juillet 1900.]

drain which will be on the said lot No. 2919, forever, in future, going to the public drain which is in Saint Flavien street; 2. to the joint ownership in the gable and division wall between the respective houses on the said lots and of the ground on which it has been built and of the consoles laid on the said gable, as also of the division wall between the said lots from the said houses to the rear of the said lots and raised to the height of the second storey of the said houses, and of the tin and iron spout of the said houses, it being agreed that although the whole coping of the said common wall has been placed on the side of said lot No. 2919, this cannot affect the said right of joint ownership, such as the whole has been stipulated in the deed of sale of the said lot No. 2919 by the Sheriff of Quebec to Joseph Deblois, on the 8th of September, 1835, and in the renewal deed passed before V. W. LaRue, on the 11th of September, 1890, by the representatives of the said Joseph Deblois, in favor of P. B. Casgrain, Esq., proprietor of said lot No. 2920, the said deeds being duly registered and according to the title deeds establishing the servitude therein set forth.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 28th June, 1900. 2594
[First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit wherein PAUL PA- No. 1147. } **R**ADIS, of Charlesbourg, miller, was Plaintiff; and **T**HE CORPORATION OF LIMOILOU was Defendant; the said Corporation of Limoilou, against Paul Paradis, of Charlesbourg, miller, to wit :

Lot No. 676 (six hundred and seventy-six), of the official cadastre for the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, being a land situate in the village of Le Trait Carré—with the grist mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 5th July, 1900. 2674
[First published, 7th July, 1900.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **L**OUIS MORASSE, écuyer, No 4286. } **L** bourgeois, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Demandeur; contre LOUIS LEOPOLD ADELARD MORASSE, de la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, dans le district de Richelieu, Défendeur, et Louis Pierre Paul Cardin, écuyer, notaire et député du Parlement Provincial pour le comté de Richelieu, demeurant en la cité et le district de Montréal, en sa qualité de curateur dûment élu en justice aux substitués ou appelés à la substitution créée dans et par un acte de donation entrevifs consenti par le demandeur et son épouse Dame Henriette Annette Pouliotte au défen-

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLICNOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **L**OUIS MORASSE, esquire, No. 4286. } **L** gentleman, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Plaintiff; against LOUIS LEOPOLD ADELARD MORASSE, of the parish of Sainte-Anne de Sorel, in the district of Richelieu, Defendant, and Louis Pierre Paul Cardin, esquire, notary and member of the Provincial Parliament, for the county of Richelieu, residing in the city and district of Montreal, in his quality of curator duly appointed by law to the parties substituted or called to the substitution created in and by the deed of gift *inter vivos* executed by the plaintiff and his wife Dame Henriette Annette Pou-

deur, le 26 mars 1880, devant M^{re} W. H. Chapdelaine, notaire, mis en cause.

Comme étant la propriété et en la possession du dit défendeur et la propriété éventuelle des dits substitués pour l'intérêt qu'ils peuvent avoir dans les biens immeubles ci-après désignés, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, en la concession nord de l'Île de Grâce, étant le lot numéro trois cent trente-sept (No 337), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Anne de Sorel, dans le comté de Richelieu—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un autre lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, en la concession du Chenal du Moine, étant le lot numéro cent soixante et deux (No 162), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Anne de Sorel, dans le comté de Richelieu—avec les bâtisses dessus érigées.

Aux charges suivantes, savoir :

L'acquéreur sera tenu comme chargé de son acquisition, de loger, nourrir et vêtir convenablement le demandeur à la fortune et potage de son ordinaire, et d'en prendre bon soin tant en santé qu'en maladie durant sa vie naturelle, et au cas de désaccord de lui payer annuellement une rente ou pension viagère de cent piastres aux termes de l'acte de donation suscité, et d'entretenir le bail sous seing privé consenti par le défendeur, à W. E. Rohr, du dit immeuble No 162.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 18 juillet 1900. 2825
[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit du comté de Berthier—District de Joliette.

Sorel, à savoir : } JOHN BOSTWICK ET AL.,
No 1749. } Demandeurs; contre JOSEPH
PICARD, Défendeur.

1° Une terre sise et située en la paroisse de Lanoraie, dans le comté de Berthier, dans la concession du second rang de Saint-Henri, de la contenance d'un arpent de front sur vingt arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Lanoraie, sous le No 934.

2° Une autre terre sise et située en la dite paroisse de Lanoraie, dans la concession du second rang de Saint-Henri, de la contenance de deux arpents de front sur environ quinze arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Lanoraie, sous le No 935.

3° Une autre terre sise et située en la dite paroisse de Lanoraie, dans la dite concession du second rang de Saint-Henri, de la contenance d'un arpent et demi de front sur vingt-deux arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Lanoraie, sous le No 957.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Lanoraie, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 18 juillet 1900. 2821
[Première publication, 21 juillet 1900.]

liotte to the Defendant on the 26th of March 1880, before M^{re} W. H. Chapdelaine, notary, party hereunto.

As being the property and in the possession of the said defendant, and the eventual property of the said substitutes for the interest which they may have in the immovable properties hereinafter described, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Anne de Sorel, in the concession north of Ile de Grâce, being lot number three hundred and thirty-seven (No. 337), of the official cadastre of the said parish of Sainte Anne de Sorel, in the county of Richelieu—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the parish of Sainte Anne de Sorel, in the concession of the Chenal du Moine, being lot number one hundred and sixty-two (No. 162), of the official cadastre of the said parish of Sainte Anne de Sorel, in the county of Richelieu—with the buildings thereon erected.

Subject to the following charges, to wit :

The purchaser shall be obliged as a charge upon his purchase, to lodge, feed and clothe the plaintiff reasonably according to his usual means and style of living, and to take good care of him as well in health as in sickness during his natural life, and in the event of disagreement to pay him yearly a life rent or pension of one hundred dollars in accordance with the terms of the deed of gift herein above cited, and to keep the lease under private writing made by the defendant to W. E. Rohr, of said lot No. 162.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Anne de Sorel, on the TWENTY-SECOND day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 18th July, 1900. 2826
[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court, county of Berthier—District of Joliette.

Sorel, to wit : } JOHN BOSTWICK ET AL.,
No. 1749. } Plaintiffs; against JOSEPH
PICARD, Defendant.

1. A land situate and being in the parish of Lanoraie, in the county of Berthier, in the concession of the second range of Saint Henri, containing one arpent in front by twenty arpents in depth, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Lanoraie, as No. 934.

2. Another land situate and being in the said parish of Lanoraie, in the concession of the second range of Saint Henri, containing two arpents in front by about fifteen arpents in depth, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Lanoraie, as No. 935.

3. Another land situate and being in the said parish of Lanoraie, in the said concession of the second range of Saint Henri, containing one arpent and a half in front by twenty-two arpents in depth, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Lanoraie, as No. 957.

To be sold at the parochial church door of the parish of Lanoraie, on the TWENTY-THIRD day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 18 h July, 1900. 2822
[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit du comté de Berthier—District de Joliette.

Sorel, à savoir : } VICTOR ALLARD, écuyer,
No 1755. } avocat, de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier, district de Joliette, Demandeur ; contre ARTHUR PAQUET, de la paroisse de Saint-Barthélemi, dans le comté de Berthier, district de Joliette, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Barthélemi, dans la concession du premier rang de la seigneurie d'York ou Dusablé, dans le village de Saint-Barthélemi, de la contenance de soixante et treize pieds de front, plus ou moins, sur cinquante-six pieds de profondeur ; borné en front par un chemin public ou rue connue sous le nom de rue Edouard, en profondeur par le terrain de Joseph Valois, d'un côté par la route ou chemin public connu sous le nom de route de l'Eglise, et de l'autre côté par le terrain d'Octave Morais, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Barthélemi, comme faisant partie du numéro quatre cent vingt-trois (pt. No 423)—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Barthélemi, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AOÛT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif. Shérif.
Sorel, 18 juillet 1900. 2823

[Première publication, 21 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } CHARLES KING,
No 299. } Demandeur ; contre ONEZIME LEPITRE, Défendeur.

Ces morceaux de terre situés dans le canton de Westbury, dans le district de Saint-François, connus et décrits comme suit :

1° Cette partie du lot numéro dix-neuf, dans le quatrième rang du canton de Westbury, située à l'est du chemin principal et au nord de la rivière Saint-François, contenant vingt acres, plus ou moins, déduction faite de quatre acres appartenant à Louis Martineau et le droit de passage de la compagnie de chemin de fer Québec Central ; bornée à l'ouest par le chemin principal, à l'est par la ligne entre Westbury et Dudswell, au sud par la rivière Saint-François, et au nord par la terre de Louis Martineau.

2° Partie du lot numéro dix-huit, dans le dit quatrième rang du dit canton de Westbury, située au sud de la rivière Saint-François, contenant seize acres et deux tiers de terre en superficie, plus ou moins ; bornée vers le nord par la rivière Saint-François, vers l'est par la terre de Ernest Barbeau et vers le sud par la terre d'Antoine Messier.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Westbury, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 25 juin 1900. 2529-2

[Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court of the county of Berthier—District of Joliette.

Sorel, to wit : } VICTOR ALLARD, esquire,
No. 1755. } advocate, of the town of Berthier, in the county of Berthier, district of Joliette, Plaintiff ; against ARTHUR PAQUET, of the parish of Saint Barthelemi, in the county of Berthier, district of Joliette, Defendant.

A lot situate and being in the parish of Saint Barthelemi, in the concession of the first range of the seigniorie of York or Dusablé, in the village of Saint Barthelemi, containing seventy-three feet in front, more or less, by fifty-six feet in depth ; bounded in front by a public road or street known by the name of Edouard street, in depth by the lot of Joseph Valois, on one side by the byroad or public road known by the name of route de l'Eglise, and on the other side by the lot of Octave Morais, and known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Barthelemi, as forming part of number four hundred and twenty-three (pt. No. 423)—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Barthelemi, on the TWENTY-FOURTH day of the month of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 18th July, 1900. 2824

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } CHARLES KING,
No. 299. } Plaintiff ; against ONEZIME LEPITRE, Defendant.

Those certain pieces of land situate in the township of Westbury, in the district of Saint Francis, known and described as follows :

1. That part of the lot number nineteen, in the fourth range of the township of Westbury, which lies east of the main road and north of the river Saint Francis, containing twenty acres, more or less, after deduction of four acres belonging to Louis Martineau and the Quebec Central railway Company's right of way ; bounded westerly by the main road, easterly by the line between Westbury and Dudswell, southerly by the river Saint Francis, and northerly by the land of Louis Martineau.

2. Part of the lot number eighteen, in the said fourth range of the said township of Westbury, lying south of the river Saint Francis, containing sixteen and two thirds acres of land in superficies, more or less ; bounded towards the north by the river Saint Francis, towards the east by land belonging to Ernest Barbeau and towards the south by land belonging to Antoine Messier.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 25th June, 1900. 2530

[First published, 30th June, 1900.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME ELISE
No 338. } Leduc, veuve

de feu Eusèbe Angers, en son vivant charron, tous deux de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, en sa qualité d'exécutrice testamentaire du dit feu Eusèbe Angers, Demanderesse; contre JOHN GAUTHIER, Défendeur.

La moitié sud-ouest d'un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, contenant cinquante pieds de front sur quatre-vingt pieds de profondeur, formant partie du lot connu et désigné par le numéro quatre cent treize des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pérade; bornée en front par un chemin public, en profondeur à Arthur Marcotte, écuyer, du côté nord-est par Octave *alias* Jean Germain et du côté sud-ouest à Othon Tessier—avec la moitié sud-ouest de la maison, et des bâtisses érigées sur le dit emplacement, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 27 juin 1900. Shérif. 2577-2
[Première publication, 30 juin 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH ANTOINE
No 188. } VANDAL, Deman-

deur, contre FERDINAND ROY, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le rang A, en la paroisse de Sainte-Thècle, désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'icelle paroisse par le numéro cent cinquante (150)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 27 juin 1900. Shérif. 2579-2
[Première publication, 30 juin 1900.]

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Joliette, } *Cour Supérieure.*

In re Maxime Coutu, de Joliette, Failli;
et

E. G. Piché, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au cinquième jour d'août 1900, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, à Joliette, P. Q.

E. G. PICHE,
Curateur.
2843

Joliette, 18 juillet 1900.

Province de Québec, }
District de Saint-François, }
Dans l'affaire de E. M. Huot, Lac Mégantic,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré en cette affaire, et sera sujet à objection

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAME ELISE LEDUC,
No. 338. } widow of the late

Eusèbe Angers, in his lifetime coach-maker, both of the parish of Sainte Anne de la Pérade, in her quality of testamentary executrix of the said late Eusèbe Angers, Plaintiff; against JOHN GAUTHIER, Defendant.

The south west half of a lot situate in the parish of Sainte Anne de la Pérade, containing fifty feet in front by eighty feet in depth, forming part of the lot known and described as number four hundred and thirteen of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte Anne de la Pérade; bounded in front by the public road, in depth by Arthur Marcotte, esquire, on the north east side by Octave *alias* Jean Germain and on the south west side by Othon Tessier—with the south west half of the house and of the buildings erected on the said lot, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de la Pérade, on the FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 27th June, 1900. Sheriff. 2578
[First published, 30th June, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three-Rivers.

Three Rivers, to wit: } JOSEPH ANTOINE
No. 188. } VANDAL, Plaintiff;

against FERDINAND ROY, Defendant.

A lot of land situate in the range A, of the parish of Sainte Thècle, described on the official plan and book of reference of the said parish as number one hundred and fifty (150)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thècle, on the FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 27th June, 1900. Sheriff. 2580
[First published, 30th June, 1900.]

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Joliette, } *Superior Court.*

In re Maxime Coutu, of Joliette, Insolvent;
and

E. G. Piché, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the fifth day of August, 1900, after which date dividends will be payable at my office, at Joliette, P. Q.

E. G. PICHE,
Curator.
2844

Joliette, 18th July, 1900

Province of Québec, }
District of Saint Francis, }
In the matter of E. M. Huot, Lake Megantic,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until

jusqu'au 6 août 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Cie Richelieu.
Québec, 19 juillet 1900. 2845

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Herm. Boulay, Sayabec,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 17 juillet 1900, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 19 juillet 1900. 2847

August 6th, 1900, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nov. Co. Building.
Quebec, 19th July, 1900. 2846

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
In the matter of Herm. Boulay, Sayabec,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 17th July, 1900, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th July, 1900. 2848

In-lex de la Gazette Officielle de Québec, No. 29

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ : — Demande d' : — Annexer divers lots de Saint-François-Xavier à Saint-Bernardin de Waterloo, 1473.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1471.

ASSOCIATION DES ARCHITECTES : — Examen pour admission à l'étude et à l'enregistrement, 1477.

AVIS : — Assemblée des examinateurs du conseil de l'Instruction publique, 1473.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1475 ; Conseil législatif, 1473

CIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU DE STE-MARTINE : — Avis de formation de, 1477.

CONSEILS MUNICIPAUX, AVIS AUX : — De garder en liasse la *Gazette Officielle de Québec*, 1471.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE : — La ville de Salaberry de Valleyfield, 1477.

EXAMEN : — Candidats pour licence de mesureurs de bois, 1472.

FAILLIS : — Blais, 1482 ; Boulay, 1504 ; Carrière & Carrière, 1483 ; Coutu, 1503 ; David & Robert, 1484 ; Guindon, succession, 1484 ; Hill *et al*, 1482 ; Huot, 1503 ; McConkey, 1484 ; Murray, 1483 ; Patno, 1484 ; Ruthven, 1484 ; The Brandon furniture manufacturing Co, 1483 ; The Western Loan and Trust Co, 1483.

LETTRES PATENTES, DEMANDE DE : — Ingolf Gold Mining Coy, 1479 ; La Cie lainière J. E. Mollleur & Fils, 1482 ; La Compagnie minière de la province de Québec, 1480 ; The Architectural Metal Works Coy, 1449 ; The Gas Appliance Manufacturing Coy, 1481 ; The Merchants' advertising Coy, 1481 ; Victorine, 1479.

LETTRES PATENTES ÉMISES : — The guaranteed pure milk Coy, 1473.

PROCLAMATION — Convocation des chambres *pro formâ*, 1471.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : — To annex several lots of Saint François Xavier to Saint Bernardin de Waterloo, 1473.

ADVERTISEES : — Notice to : — Respecting notices &c. 1471.

ARCHITECTES ASSOCIATION : — Examination for study and for registration, 1477.

NOTICE : — Meeting of the examiners of the council of public instruction, 1473.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1475 ; Legislative Council, 1473.

CIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU DE STE-MARTINE : — Notice of establishment of, 1477.

MUNICIPAL COUNCILS : — To keep in fyle the *Quebec Official Gazette*, 1471.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE : — The town of Salaberry de Valleyfield, 1477.

EXAMINATION : — Candidates for license as lumber cutters, 1472.

INSOLVENTS : — Blais, 1482 ; Boulay, 1504 ; Carrière & Carrière, 1483 ; Coutu, 1503 ; David & Robert, 1484 ; Guindon, estate, 1484 ; Hill *et al*, 1482 ; Huot, 1503 ; McConkey, 1484 ; Murray, 1483 ; Patno, 1484 ; Ruthven, 1484 ; The Brandon furniture manufacturing Co, 1483 ; The Western Loan and Trust Co, 1483.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Ingolf Gold Mining Coy, 1479 ; La Cie lainière J. E. Mollleur & fils, 1482 ; La compagnie minière de la province de Québec, 1480 ; The Gas Appliance Manufacturing Coy, 1481 ; The Merchants' advertising Coy, 1481 ; Victorine, 1479.

LETTERS PATENTS GRANTED : — The guaranteed pure milk Coy, 1473.

PROCLAMATION : — Parliament convoked *pro formâ*, 1471.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Coulombe vs Mager, 1478 ; Duquette vs Guertin, 1478 ; Filion vs Lovis, 1479 ; Giroux vs Amiot, 1478 ; Larrière vs Giguère, 1478 ; Martineau vs Monpetit, 1478 ; Normandin vs Boudriau, 1478 ; Proulx vs Laplante, 1478.

SOCIÉTÉ DISSOUE :—Société de fabrication de beurre de la Petite Rivière, 1473.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Canton Lynch, 1472.

VENTE DE FAILLITE :—Touchette, 1485.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Ross vs Ward, 1485.

BEAUCE :—Morency vs Fleury, 1485 ; Veilleux vs Robitaille, 1486.

BEAUHARNOIS :—Papineau vs Daigneault, 1486.

BEDFORD :—Conolly vs Stanbridge, 1487.

JOLIETTE :—Dme Goulet, faillie, 1488.

MONTREAL :—Cité de Ste-Cunégonde vs Bayard, 1496 ; Dme Trudeau vs Dupuis, 1492 ; Dlle Durocher vs Shannon, 1493 ; Hôpital Général vs Baxter, 1492 ; Lyall vs Philips *et al*, 1489 ; McNider *et al* vs Corbeil, 1490 ; Montreal Loan & Mortgage Co vs Dme Kenna *es-qual*, 1488 ; Montreal Loan & Mortgage Co vs Gougeon, 1496 ; Pauzé *et al* vs Normandeau, 1495 ; Pauzé vs Paquin, 1493 ; Reid vs Dme Gilbert, 1493 ; Sims vs Morris, 1490 ; Sims vs Shepherd, 1494 ; Sir Alexander *et al* vs Fulton, 1497 ; The Star Iron Co vs Baxter, 1491 ; Tremblay vs Lacombe, 1495 ; Trust & Loan Co vs Tétrault, 1489 ; Wilson & Co vs Boyle, 1491.

OTTAWA :—The Thomas Birkett & Son vs McAlinden, 1497.

QUÉBEC :—Bédard *et al* vs Racette, 1498 ; Boisseau *et al* vs Cantin, 1498 ; H. Andrew vs McEwan, 1498 ; Lapointe vs Provençal, 1499 ; Paradis vs Corporation de Limoilou, 1500 ; Vézina vs Montminy, 1499.

RICHELIEU :—Allard vs Paquet, 1502 ; Bostwick *et al* vs Picard, 1501 ; Morasse vs Morasse, 1500.

SAINT-FRANÇOIS :—King vs Lepitre, 1502.

TROIS-RIVIÈRES :—Vandal vs Roy, 1503.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Coulombe vs Mager, 1478 ; Duquette vs Guertin, 1478 ; Filion vs Lovis, 1479 ; Giroux vs Amiot, 1478 ; L'arrivée vs Giguère, 1478 ; Martineau vs Monpetit, 1478 ; Normandin vs Boudriau, 1478 ; Proulx vs Laplante, 1478.

PARTNERSHIP DISSOLVED :—Société de fabrication de beurre de la Petite Rivière, 1473.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Township Lynch, 1472.

INSOLVENTS' SALE :—Touchette, 1485.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Ross vs Ward, 1485.

BEAUCE :—Morency vs Fleury, 1485 ; Veilleux vs Robitaille, 1486.

BEAUHARNOIS :—Papineau vs Daigneault, 1486.

BEDFORD :—Conolly vs Stanbridge, 1487.

JOLIETTE :—Dme Goulet, insolvent, 1488.

MONTREAL :—City of St Cunégonde vs Bayard, Dme Trudeau, vs Dupuis, 1496 ; Dlle Durocher vs Shannon, 1493 ; Hôpital Général vs Baxter, 1492 ; Lyall vs Philips *et al*, 1489 ; McNider *et al* vs Corbeil, 1490 ; Montreal Loan & Mortgage Co vs Dme Kenna *es-ql*, 1488 ; Montreal Loan & Mortgage Co vs Gougeon, 1496 ; Pauzé *et al* vs Normandeau, 1495 ; Pauzé vs Paquin, 1493 ; Reid vs Dme Gilbert, 1493 ; Sims vs Morris, 1490 ; Sims vs Shepherd, 1494 ; Sir Alexander *et al* vs Fulton, 1497 ; The Star Iron Co vs Baxter, 1491 ; Tremblay vs Lacombe, 1495 ; Trust & Loan Co vs Tétrault, 1489 ; Wilson & Co vs Boyle, 1491.

OTTAWA :—The Thomas Birkett & Son vs McAlinden, 1497.

QUÉBEC :—Bédard *et al* vs Racette, 1498 ; Boisseau *et al* vs Cantin, 1498 ; H. Andrew vs McEwan, 1498 ; Lapointe vs Provençal, 1499 ; Paradis vs Corporation of Limoilou, 1500 ; Vézina vs Montminy, 1499.

RICHELIEU :—Allard vs Paquet, 1502 ; Bostwick *et al* vs Picard, 1501 ; Morasse vs Morasse, 1500.

SAINT FRANCIS :—King vs Lepitre, 1502.

THREE RIVERS :—Vandal vs Roy, 1503.

